

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1972

5 août 2015

SOMMAIRE

Adamra Investments S. à r.l.	94613	Infodataweb	94618
Altercap II Securities	94613	Infor Lux Bond Company	94618
AMT Capital Holdings S.A.	94613	IW Investments S.A.	94618
ARE1 Farringdon Holdings S.à r.l.	94623	JPMorgan Asset Management Holdings (Lu- xembourg) S.à r.l.	94612
Assal S.A.	94620	Juno Invest S. à r.l.	94616
Axalta Coating Systems Luxembourg Holding S.à r.l.	94611	Kern Tech 2	94616
BC-Kiwi Holdings S.à r.l.	94614	Kern Tech 2	94616
Belmont Investment S.A.	94614	Kern Tech 3	94616
Bjorks Design S.à r.l.	94615	La Foncière S.à r.l.	94611
Bourbon Immobilière S.A.	94613	Orion Engineered Carbons Finance 1 S.à r.l.	94631
BPA Holdings Luxco S.à r.l.	94614	Société Financière d'Octobre S.A., SPF	94656
Brausa	94615	Spires Barnet (UK) S.à r.l.	94623
Chaussures Dohn	94612	Terra Levana S.A.	94611
Eislecker Gaardebau Sàrl	94610	Tisa S.à r.l.	94612
EJT Investment S.à r.l.	94610	TL Consulting S.à r.l.	94617
Eventure	94610	Trading and Investment Company S.à r.l. ...	94619
Excellion Investment S.à r.l.	94610	T.R. Engineering S.A.	94610
GHS S.à r.l.	94632	Urca S.A.	94612
GIM Specialist Funds	94627	Venrey S.à r.l.	94611
HeidelbergCement Holding S.à r.l.	94617	Vintage Racing s.à r.l.	94611
Immo-Euro S.A.	94615		
Imprimerie Gérard Klopp S.à r.l.	94615		

T.R. Engineering S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1456 Luxembourg, 86-88, rue de l'Egalité.
R.C.S. Luxembourg B 62.437.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015084341/9.
(150096876) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juin 2015.

Eislecker Gaardebau Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9751 Grindhausen, 11, Hauptstrooss.
R.C.S. Luxembourg B 112.108.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015087931/10.
(150100339) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2015.

EJT Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.
R.C.S. Luxembourg B 169.442.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015087932/10.
(150100449) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2015.

Excellion Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 133.089.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extrait sincère et conforme
EXCELLION INVESTMENT S.à r.l.
Signature

Référence de publication: 2015087956/12.
(150100371) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2015.

Eventure, Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-9991 Weiswampach, 2, Am Hock.
R.C.S. Luxembourg B 170.603.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Wiltz, le 10 juin 2015.

Pour la société
Joëlle SCHWACHTGEN
Le notaire

Référence de publication: 2015087954/13.
(150100626) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2015.

Terra Levana S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11A, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 160.166.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015084347/9.
(150096354) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juin 2015.

Venrey S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8308 Capellen, 89A, rue Pafebruch.
R.C.S. Luxembourg B 182.196.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 10 juin 2015.
Référence de publication: 2015087619/10.
(150099260) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2015.

Axalta Coating Systems Luxembourg Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.
R.C.S. Luxembourg B 171.370.

Der konsolidierte Jahresabschluss vom 31.12.2013 der Muttergesellschaft Axalta Coating Systems Ltd wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015087692/10.
(150100539) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2015.

Vintage Racing s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1731 Luxembourg, 5, rue de Hesperange.
R.C.S. Luxembourg B 147.942.

Suite à la signature d'une convention de cession d'actions, il en résulte que toutes les parts sociales de la société sont détenues par M. David Bourgoo qui devient associé unique de la société.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Pour la société
Référence de publication: 2015087628/11.
(150099942) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2015.

La Foncière S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5720 Aspelt, 1, Um Klaeppchen.
R.C.S. Luxembourg B 163.001.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 12 juin 2015.
Pour copie conforme
Pour la société
Maître Carlo WERSANDT
Notaire
Référence de publication: 2015089706/14.
(150102291) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juin 2015.

Tisa S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 370, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 105.690.

Les comptes annuels au 30 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015084367/9.
(150097012) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juin 2015.

Urca S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 113.203.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015084381/9.
(150096250) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juin 2015.

Chaussures Dohn, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6630 Wasserbillig, 30, Grand-rue.
R.C.S. Luxembourg B 122.668.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE ROLAND KOHN S.à.r.l.
259 ROUTE D'ESCH
L-1471 LUXEMBOURG
Signature

Référence de publication: 2015085264/13.
(150097273) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juin 2015.

JPMorgan Asset Management Holdings (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 32.452.375,00.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6, route de Trèves.
R.C.S. Luxembourg B 36.308.

Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale du 10 juin 2015

Composition du Conseil de gérance

L'Associé unique a décidé de reconduire les mandats des gérants suivants jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Annuelle des Associés qui statuera sur l'année comptable se terminant le 31 Décembre 2015.

- M. Jonathan P. GRIFFIN, Président du conseil de gérance, 6 route de Trèves, L-2633 Senningerberg.
- M. Graham A. GOODHEW, Gérant, 6 route de Trèves, L-2633 Senningerberg.
- M. Jean-Jacques LAVA, Gérant, 6 route de Trèves, L-2633 Senningerberg
- M. Jean-Christophe EHLINGER, Gérant, 6 route de Trèves, L-2633 Senningerberg.

Réviseur d'Entreprise

L'Assemblée a décidé de réélire PricewaterhouseCoopers Société Coopérative (nouvelle adresse au 20 octobre 2014, 2 rue Gerhard Mercator, L-1014 Luxembourg) en tant que réviseur d'entreprise jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Annuelle des Actionnaires qui statuera sur l'année comptable se terminant le 31 décembre 2015.

Certifié conforme
Pour le conseil de gérance
Lars SVENNINGSSON

Référence de publication: 2015089660/23.
(150102759) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juin 2015.

Altercap II Securities, Société Anonyme de Titrisation.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 160.240.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015085068/9.
(150097340) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juin 2015.

Adamra Investments S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 8-10, avenue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 158.210.

L'adresse actuelle de M. Michael O'SHEA, associé unique et gérant de la Société, est la suivante: Villa de l'Ark, Route de Suisse 2 A, CH - 1297 Founex.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015085098/11.
(150097648) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juin 2015.

AMT Capital Holdings S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3372 Leudelange, 21, rue Léon Laval.
R.C.S. Luxembourg B 161.326.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 5 juin 2015.
Pour copie conforme
Pour la société
Maître Carlo WERSANDT
Notaire
Référence de publication: 2015085128/14.
(150097855) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juin 2015.

Bourbon Immobilière S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 2, place de Metz.
R.C.S. Luxembourg B 6.400.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 9 juin 2015

L'Assemblée constate que le mandat des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes prend fin à l'issue de la présente assemblée.

Sont élus comme Administrateurs pour une période d'une année se terminant lors de l'Assemblée Générale Statutaire à tenir en 2016:

- Monsieur Jean-Claude FINCK, demeurant professionnellement à Luxembourg; Président du Conseil d'Administration;
- Monsieur Michel BIREL, demeurant professionnellement à Luxembourg;
- Madame Françoise THOMA, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Est nommé comme Commissaire aux Comptes pour la durée d'un an, jusqu'à la fin de l'Assemblée Générale Statutaire à tenir en 2016, Madame Doris ENGEL, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Luxembourg, le 9 juin 2015.
Certifié sincère et conforme
BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, LUXEMBOURG
Référence de publication: 2015088743/20.
(150101690) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2015.

BC-Kiwi Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-5367 Schuttrange, 64, rue Principale.

R.C.S. Luxembourg B 161.046.

Il résulte d'un contrat de transfert de parts du 11 juin 2015, que DELEK-BELRON LUXEMBOURG S.A. (société enregistré au Luxembourg sous le numéro B90633) ayant son siège social à 64, rue Principale, L-5367 Schuttrange, a cédé 918 parts sociales de la Société BC-Kiwi Holdings S.à r.l. à Delek Global Real Estate plc (société enregistré à Jersey sous le numéro 73490) ayant son siège social à Third Floor, 37 Esplanade, St Helier, Jersey JE2 3QB.

Suite à ce transfert, Delek Global Real Estate plc détient les 918 parts sociales de la société BC-Kiwi Holdings S.à r.l.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

Gentoo Financial Services (Luxembourg) S.A.

Domiciliataire

Référence de publication: 2015088726/17.

(150101202) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2015.

BPA Holdings Luxco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25C, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 186.561.

Extrait du contrat de cession de parts sociales daté du 29 mai 2015

Il résulte du contrat de cession de parts sociales du 29 mai 2015 que l'associé unique de la Société, Centerbridge Partners Luxembourg S.à r.l., a transféré, avec effet immédiat, la totalité de sa participation détenue dans la Société c'est-à-dire 12.500 parts sociales ayant une valeur nominale de €1.00, à CCP Credit Acquisition Holdings Cayman, L.P., une «exempted limited partnership» de droit des Iles Caïmans, ayant son siège social à 89 Nexus Way, KY-KY1-9007 Grand Cayman, Iles Caïmans et immatriculée auprès du Registre de Commerce des Iles Caïmans sous le numéro OG-37505.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 juin 2015.

Pour la Société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2015088745/18.

(150101932) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2015.

Belmont Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 150.275.

Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration tenue le 29 mai 2015

Résolution:

Le Conseil d'Administration décide à l'unanimité de transférer le siège social de la société, avec effet au 20 mars 2015, à l'adresse suivante:

44, avenue J.F. Kennedy à L-1855 Luxembourg

Le Conseil d'Administration informe que l'adresse de JALYNE SA, Administrateur A a changé également:

44, avenue J.F. Kennedy à L-1855 Luxembourg, représentée par Jacques BONNIER, 44, avenue J.F. Kennedy à L-1855 Luxembourg

Pour copie conforme

- / JALYNE S.A.

Signatures

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2015088728/19.

(150101261) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2015.

Bjorks Design S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5241 Sandweiler, 56, rue Principale.
R.C.S. Luxembourg B 189.039.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015088736/9.
(150101370) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2015.

Immo-Euro S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.
R.C.S. Luxembourg B 74.211.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Esch-sur-Alzette, le 02 juin 2015.
Pour statuts conformes
Référence de publication: 2015087263/11.
(150099305) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2015.

Imprimerie Gérard Klopp S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5691 Ellange, 34, Zone d'Activités Economiques Le Triangle Vert.
R.C.S. Luxembourg B 71.669.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 10/06/2015.
G.T. Experts Comptables Sàrl
Luxembourg
Référence de publication: 2015087264/12.
(150099726) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2015.

Brausa, Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1226 Luxembourg, 20, rue J.-P. Beicht.
R.C.S. Luxembourg B 72.332.

Extrait des décisions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue extraordinairement en date du 29 décembre 2014:

L'Assemblée a décidé de réélire aux fonctions d'administrateurs, jusqu'à l'Assemblée Générale Annuelle qui se tiendra en l'an 2020:

- Monsieur Luciano COLLOT, Licencié en sciences économiques et financières, demeurant professionnellement à L-1226 Luxembourg, 20, rue J.-P. Beicht.

- La société DELPHEA S. à r.l., RCS Luxembourg B numéro 73.288, ayant son siège social 20, rue J.-P. Beicht, L-1226 Luxembourg.

- La société IRMAN LUX S.A., RCS Luxembourg B numéro 80.596, ayant son siège social 20, rue J.-P. Beicht, L-1226 Luxembourg, représentée par Monsieur Luciano COLLOT.

L'Assemblée a décidé de réélire la société ASSOCIATED ADVISORS FIDUCIARY S.à r.l., ayant son siège social 20, rue J.-P. Beicht, L-1226, Luxembourg, aux fonctions de Commissaire aux Comptes jusqu'à l'Assemblée Générale Annuelle qui se tiendra en l'an 2020.

Pour extrait conforme
Signatures

Référence de publication: 2015088747/22.

(150101697) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2015.

Juno Invest S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.
R.C.S. Luxembourg B 141.220.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015087285/9.

(150099173) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2015.

Kern Tech 3, Société Anonyme.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.
R.C.S. Luxembourg B 184.387.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un mandataire

Référence de publication: 2015087290/10.

(150099537) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2015.

Kern Tech 2, Société Anonyme.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.
R.C.S. Luxembourg B 184.372.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un mandataire

Référence de publication: 2015087288/10.

(150099539) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2015.

Kern Tech 2, Société Anonyme.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.
R.C.S. Luxembourg B 184.372.

Extrait de l'assemblée générale annuelle de l'actionnaire unique de la Société en date du 3 juin 2015

Il résulte des résolutions prises par l'actionnaire unique en date du 3 juin 2015 que:

- Mme Bénédicte Moens-Colleaux, ayant son adresse professionnelle au 37A, avenue J-F Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, est nommée en tant qu'administrateur, pour une période de six ans qui arrivera à échéance lors de l'assemblée générale annuelle de l'actionnaire unique qui approuvera les comptes annuels au 31 décembre 2020.

- les mandats des membres du conseil d'administration suivants, sont renouvelés jusqu'à l'assemblée générale annuelle de l'actionnaire unique qui approuvera les comptes annuels au 31 décembre 2020:

* M. Thierry Timsit, ayant son adresse professionnelle au 68, rue du Faubourg Saint Honoré, 75008 Paris, France;

* M. Pascal Leclerc, ayant son adresse au 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg;

* M. Charles Meyer, ayant son adresse au 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg.

- le mandat de Ernst & Young S.A., réviseur d'entreprises agréé, ayant son siège social au 7, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Luxembourg, enregistré auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 47.771, est renouvelé pour une période d'un an qui arrivera à échéance lors de l'assemblée générale annuelle de l'actionnaire unique qui approuvera les comptes annuels au 31 décembre 2015.

Pour extrait sincère et conforme

Pour Kern Tech 2

Un mandataire

Référence de publication: 2015087289/25.

(150100007) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2015.

HeidelbergCement Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 13, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 131.709.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 juin 2015.

HeidelbergCement Holding S.à r.l.

Bernhard Heidrich

Gérant B

Référence de publication: 2015088910/14.

(150101220) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2015.

TL Consulting S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling.

R.C.S. Luxembourg B 161.105.

L'an deux mille quinze, le vingt-huit mai.

Pardevant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

A COMPARU:

Monsieur Rémy DEMESSE, directeur, né le 30 mai 1963 à Metz, France, demeurant professionnellement à L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling,

ici représenté par Monsieur Olivier LIEGEOIS, demeurant professionnellement à Luxembourg,

en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée; laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte afin d'être enregistrée avec lui.

Lequel comparant, représenté comme dit ci-avant, a déclaré et requis le notaire instrumentant d'acter:

- Que la société à responsabilité limitée "TL CONSULTING S.à r.l.", (la "Société"), établie et ayant son siège social à L-1259 Senningerberg, 13-15, Breedewues, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 161105, a été constituée suivant acte reçu par Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 26 mai 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1739 du 1^{er} août 2011 et dont les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par le prêtre notaire, Maître Henri HELLINCKX, en date du 24 juillet 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2348 du 24 septembre 2013.

- Que le comparant est le seul associé actuel ("Associé Unique") de la Société et qu'il a pris, par son mandataire, la résolution suivante:

Résolution unique

L'Associé Unique décide de transférer le siège social à L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling et ce, avec effet au 26 mai 2015 et de modifier subséquemment l'article 4 des statuts afin de lui donner la teneur suivante:

" **Art. 4.** Le siège social est établi à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg)."

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, s'élève approximativement à la somme de neuf cents euros.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte au mandataire du comparant, connu du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, ledit mandataire a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: O. LIEGEOIS, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C. 2, le 4 juin 2015. 2LAC/2015/12304. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 10 juin 2015.

Référence de publication: 2015088509/40.

(150100565) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2015.

Infor Lux Bond Company, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 113.718.

Les statuts coordonnés au 26 mai 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Diekirch, le 11 juin 2015.

Référence de publication: 2015088062/10.

(150101085) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2015.

IW Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 87.332.

Afin de bénéficier de l'exemption de l'obligation d'établir des comptes consolidés et un rapport consolidé de gestion, prévue par l'article 314 de la loi sur les sociétés commerciales, les comptes consolidés au 31 décembre 2014 de sa société mère, Sogrape SGPS, S.A. ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 4 juin 2015.

Référence de publication: 2015088094/12.

(150100436) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2015.

Infodataweb, Société Anonyme.

Siège social: L-8287 Kehlen, 22, Zone Industrielle.
R.C.S. Luxembourg B 81.853.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire annuelle réunie en date du 27 avril 2015

L'an deux mille quinze, le vingt-sept avril, les actionnaires de la société INFODATAWEB S.A., susvisée, se sont réunis en assemblée générale ordinaire, tenue au siège social, et ont pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée constatant que les mandats des administrateurs et du président sont arrivés à échéance, elle décide de renouveler les mandats des administrateurs suivants:

- Monsieur Daniel DRIES, né le 02/01/1965 à Longlier (Belgique), et demeurant à L-8706 Useldange, 41, route d'Arlon,
- Monsieur Camille NEYS, né le 28/04/1956 à Luxembourg, et demeurant à L-8295 Keispelt, 48, rue de Kehlen,
- Monsieur Emmanuel FERNANDES VILLELA, né le 13/02/1966 à Bruxelles (Belgique), et demeurant à L-7766 Bissen, 56, route de Colmar,
- Monsieur Olivier MODARD, né le 08/08/1969 à Longlier (Belgique), et demeurant à B-6840 Neufchâteau, 10, rue d'en Bas, et
- Monsieur Dominique THIRY, né le 04/03/1966 à Longlier (Belgique), et demeurant à B-6840 Neufchâteau, 2, route des Ardoisières.

Monsieur Daniel DRIES, prénommé, est également Président du Conseil d'Administration.

Les mandats sont valables jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle devant se tenir en 2021.

Pouvoir de signature: conjointement avec le Président.

Deuxième résolution

L'Assemblée constatant que le mandat du commissaire aux comptes est arrivé à échéance, elle décide de renouveler le mandat de la société Fiduciaire Cabexco S.à r.l., ayant son siège social à L-8399 Windhof, 2, rue d'Arlon, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 139.890, comme commissaire aux comptes de la société.

Le mandat est valable jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle devant se tenir en 2021.

Pour extrait conforme

Les membres du bureau

Référence de publication: 2015088079/32.

(150100104) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2015.

Trading and Investment Company S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1897 Kockelscheuer, 20, allée Louis Ackermann.

R.C.S. Luxembourg B 24.398.

Im Jahre zwei tausend und fünfzehn, den fünften Juni.

Vor dem unterzeichneten Notar Jean SECKLER, mit dem Amtssitz in Junglinster, (Großherzogtum Luxemburg);

SIND ERSCHIENEN:

1.- Herr Stephan Matthias ILLENBERGER, selbständig, geboren am 11. April 1959 in Bremen (D), ansässig in 105, Robert-Koch-Strasse, 65779 Kelkheim, Bundesrepublik Deutschland, und

2.- Frau Chantal Marie M. RISCHARD, selbständig, geboren am 05. Februar 1960 in Luxemburg, ansässig in 105, Robert-Koch-Strasse, 65779 Kelkheim, Bundesrepublik Deutschland.

hier vertreten durch Herrn Arsène Norbert RISCHARD, eigenständig, geboren am 3. April 1970 in Luxemburg, wohnhaft in L-7446 Lintgen, 33, Rue de l'Eglise, auf Grund zwei (2) privatschriftlichen Vollmachten ausgestellt, welche nach „ne variatur“ Unterzeichnung durch den Bevollmächtigten und den unterzeichneten Notar, gegenwärtiger Urkunde beige-fügt werden wird um mit ihr einregistriert zu werden.

3. ID'A S.à r.l., Gesellschaft mit beschränkter Haftung, mit Sitz in L-3937 Mondercange, 25, Rue de Neudorf, eingetragen beim Handels und Gesellschaftsregister von Luxembourg, Sektion B, unter der Nummer 146150, hier vertreten durch ihren aktuellen Geschäftsführer durch seine Herr Steve D'ANZICO, Immobilienmaklers, geboren am 31. October 1972 in Differdange, wohnhaft in L-3937 Mondercange, 25, rue de Neudorf.

Welche Komparenten, handelnd wie eingangs erwähnt , den amtierenden Notar ersuchen zu beurkunden, dass sie die Gesellschafter der Gesellschaft mit beschränkter Haftung "TRADING AND INVESTMENT COMPANY S.à r.l.", mit Sitz in L-5885 Hesperingen, 359, route de Thionville, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister von Luxembourg, Sektion B, unter der Nummer 24398, gegründet gemäß Urkunde aufgenommen durch Maître Lucien SCHUMAN, damals notar in Luxemburg, am 24. Mai 1986, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 223 im Jahre 1986, zu sein, und dass sie den amtierenden Notar ersuchen, den von ihnen gefasste Beschlüsse zu dokumentieren wie folgt:

Erster Beschluss

Die Gesellschafter stellen fest, dass auf Grund von zwei Anteilsabtretungen vom 24. Oktober 2014, die Gesellschaft mit beschränkter Haftung „ID'A S.à r.l.“, vorbenannt, fünftausend (5.000) Stammteile Klasse A der Gesellschaft „TRADING AND INVESTMENT COMPANY S.à r.l.“, erworben hat.

Die Gesellschafter erklären diese Übertragungen als der Gesellschaft rechtsgültig zugestellt, gemäß Artikel 1690 des Zivilgesetzbuches, respektive des Artikels 190 des Gesetzes vom 10. August 1915, betreffend die Handelsgesellschaften.

Zweiter Beschluss

Nach Feststellung dieser erfolgten Anteilungsübertragung verteilen sich die fünfzigtausend (50.000) Anteile der Gesellschaft wie folgt:

1.- Die Gesellschaft mit beschränkter Haftung ID'A S.à r.l., vorgeannt, fünftausend (5.000) Stammteile Klasse A;

2.- Herr Stephan Matthias ILLENBERGER, vorgeannt,

dreitausendneunhundert (3.900) Stammteile Klasse B

dreitausendneunhundert (3.900) Stammteile Klasse C

dreitausendneunhundert (3.900) Stammteile Klasse D

dreitausendneunhundert (3.900) Stammteile Klasse E

dreitausendneunhundert (3.900) Stammteile Klasse F

dreitausendneunhundert (3.900) Stammteile Klasse G

dreitausendneunhundert (3.900) Stammteile Klasse H

dreitausendneunhundert (3.900) Stammteile Klasse I

dreitausendneunhundert (3.900) Stammteile Klasse J

3.- Frau Chantal Marie M. RISCHARD, vorgeannt,

eintausendeinhundert (1.100) Stammteile Klasse B

eintausendeinhundert (1.100) Stammteile Klasse C

eintausendeinhundert (1.100) Stammteile Klasse D

eintausendeinhundert (1.100) Stammteile Klasse E

eintausendeinhundert (1.100) Stammteile Klasse F

eintausendeinhundert (1.100) Stammteile Klasse G

eintausendeinhundert (1.100) Stammteile Klasse H

eintausendeinhundert (1.100) Stammteile Klasse I

eintausendeinhundert (1.100) Stammteile Klasse J

Dritter Beschluss

Die Gesellschafter beschliessen den Gesellschaftssitz nach L-1897 Kockelscheuer, 20, Allée Louis Ackermann, zu verlegen und dementsprechend den ersten Satz von Artikel 3 der Satzungen abzuändern, welcher nun lautet wie folgt:

" **Art. 3. Gesellschaftssitz (erster Satz).** Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in der Gemeinde Roeser, (Großherzogtum Luxemburg)."

Kosten

Die der Gesellschaft aus Anlass dieser Urkunde anfallenden Kosten, Honorare und Auslagen werden auf ungefähr neunhundertfünfzig Euro abgeschätzt.

WORÜBER URKUNDE, Aufgenommen in Kockelscheuer, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an den Bevollmächtigten der Komparenten, dem instrumentierenden Notar nach Namen, gebräuchlichem Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, haben dieselben mit dem Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: Steve D'ANZICO, Arsène Norbert RISCHARD, Claude MINELLI, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 09 juin 2015. Relation GAC/2015/4836. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

FÜR GLEICHLAUTENDE KOPIE, der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Junglinster, den 10. Juni 2015.

Référence de publication: 2015087600/77.

(150099635) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2015.

Assal S.A., Société Anonyme.

Enseigne commerciale: «Assal Tour», «Assal Immo», «Assal Tech».

Siège social: L-1741 Luxembourg, 19, rue de Hollerich.

R.C.S. Luxembourg B 197.490.

STATUTS

L'an deux mille quinze, le treize mai.

Par-devant Maître Roger ARRENSDORFF, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

A comparu:

Mohamed BEN REGBA, ingénieur, demeurant à L-4033 Esch-sur-Alzette, 20, rue Nicolas Bieber.

Lequel comparant a requis le notaire de dresser l'acte constitutif d'une société anonyme qu'il déclare constituer et dont il a arrêté les statuts comme suit:

Art. 1^{er}. Il est constitué par les présentes entre le comparant et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées une société anonyme luxembourgeoise, dénommée: «ASSAL S.A.».

La société pourra agir sous les enseignes commerciales suivantes: «ASSAL TOUR», «ASSAL IMMO» et/ou «ASSAL TECH».

Art. 2. La société est constituée pour une durée illimitée à compter de ce jour. Elle peut être dissoute anticipativement par une décision des actionnaires délibérant dans les conditions requises pour un changement des statuts.

Art. 3. Le siège de la société est établi dans la commune de Luxembourg.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre militaire, politique, économique ou social feront obstacle à l'activité normale de la société à son siège ou seront imminents, le siège social pourra être transféré par simple décision du conseil d'administration dans toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg et même à l'étranger, et ce jusqu'à la disparition desdits événements.

Art. 4. La société a pour objet:

- une agence de voyages avec la prestation de services touristiques individuelles ou de groupe guide touristique agissant sous l'enseigne commerciale: «ASSAL TOUR».
- toutes opérations d'agent et de promoteur immobilier ainsi que les activités d'administrateur de biens et de syndic de copropriétés.

En tant qu'agent immobilier, la Société se livre ou prête son concours à:

- l'achat, la vente, l'échange, la location ou sous-location en nu ou en meublé d'immeubles bâtis ou non bâtis;
- l'achat, la vente ou la location de fonds de commerce;
- la souscription, l'achat, la vente d'actions ou de parts de sociétés immobilières ou de tous autres titres conférant des droits réels immobiliers ou tous autres droits portant sur la propriété ou la jouissance de biens immobiliers.

En tant que promoteur immobilier, la Société fait réaliser par des hommes de l'art, pour son propre compte ou pour le compte d'autrui, des constructions immobilières destinées à la vente. Elle fait les démarches nécessaires à la réalisation de la construction ou de la transformation et à la commercialisation des locaux.

En tant qu'administrateur de biens, la Société gère des immeubles pour le compte des propriétaires. Elle perçoit les revenus des immeubles, en assure l'entretien, la conservation et l'amélioration dans le cadre fixé par les lois et règlements, pour son propre compte ou pour le compte d'autrui.

Pour les immeubles en copropriété, elle remplit les fonctions de syndic, mandataire du syndicat. Elle assure l'exécution des dispositions du règlement de copropriété et des dispositions de l'assemblée générale; elle administre l'immeuble, pourvoit à sa conservation et à sa garde ainsi qu'à l'entretien des parties communes; elle détient et gère les fonds appartenant au syndicat.

Pour le domaine immobilier la société agit sous l'enseigne commerciale «ASSAL IMMO».

La société a en outre pour objet la prestation de services informatiques et technologiques ainsi que la réalisation d'études de conseil et du consulting. Pour ce domaine de consulting la société agit sous l'enseigne commerciale de «ASSAL TECH».

La société a en outre comme objet toutes opérations industrielles, commerciales ou financières, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à son objet social ou qui sont de nature à en faciliter l'extension ou le développement.

Art. 5. Le capital souscrit est fixé à TRENTE-ET-UN MILLE EUROS (31.000) représenté par CENT (100) actions de TROIS CENT DIX EUROS (310.-EUR) chacune, disposant chacune d'une voix aux assemblées générales.

Toutes les actions sont, au choix de l'actionnaire, nominatives ou au porteur.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de deux ou plusieurs actions.

Lorsque les actions de la société sont au porteur, celles-ci sont à déposer auprès d'un dépositaire nommé par le conseil d'administration parmi les professionnels habilités conformément à l'article 42 de la loi sur les sociétés commerciales.

La société peut procéder au rachat de ses propres actions sous les conditions prévues par la loi.

Art. 6. La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins et qui élit un président dans son sein. Elle peut être administrée par un administrateur unique dans le cas d'une société anonyme unipersonnelle. Ils sont nommés pour un terme n'excédant pas six années.

Art. 7. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour gérer les affaires sociales et faire tous les actes de disposition et d'administration qui rentrent dans l'objet social, et tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par les présents statuts ou par la loi, est de sa compétence. Il peut notamment compromettre, transiger, consentir tous désistements et mainlevées, avec ou sans paiement.

Le conseil d'administration est autorisé à procéder au versement d'acomptes sur dividendes aux conditions et suivant les modalités fixées par la loi.

Le conseil d'administration peut déléguer tout ou partie de la gestion journalière des affaires de la société, ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et/ou agents, associés ou non-associés.

La société se trouve engagée, soit par la signature collective de deux administrateurs et dans le cas d'une société anonyme unipersonnelle par la signature de l'administrateur unique, soit par la signature individuelle de la personne à ce déléguée par le conseil.

Art. 8. Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, seront suivies au nom de la société par un membre du conseil ou la personne à ce déléguée par le conseil.

Art. 9. La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires. Ils sont nommés pour un terme n'excédant pas six années.

Art. 10. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente-et-un décembre de chaque année.

Art. 11. L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le douze (12) mai à quatorze (14.00) heures au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les avis de convocation.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée se réunira le premier jour ouvrable suivant.

Art. 12. Pour pouvoir assister à l'assemblée générale, les propriétaires d'actions au porteur doivent en effectuer le dépôt cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion; tout actionnaire aura le droit de voter par lui-même ou par mandataire, lequel dernier ne doit pas être nécessairement actionnaire.

Art. 13. L'assemblée générale a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société. Elle décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

L'assemblée générale peut décider que les bénéfices et réserves distribuables seront affectés à l'amortissement du capital sans que le capital exprimé ne soit réduit.

Art. 14. Pour tous les points non réglés aux présents statuts, les parties se soumettent aux dispositions de la loi du 10 août 1915 et aux lois modificatives.

Souscription - Libération

Le capital social a été souscrit entièrement par Mohamed BEN REGBA, prénommé.

Toutes les actions ainsi souscrites ont été libérées à hauteur de HUIT MILLE EUROS (8.000.-EUR) par des versements en numéraire, de sorte que le montant de HUIT MILLE EUROS (8.000.-EUR) du capital social au montant de TRENTE-ET-MILLE EUROS (31.000.-EUR) est dès à présent à la disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

Déclaration

Le notaire déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi sur les sociétés commerciales et en constate expressément l'accomplissement.

Évaluation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison des présentes, s'élève à environ NEUF CENT CINQUANTE EUROS (950.-EUR).

Dispositions transitoires

- 1) Le premier exercice social commence aujourd'hui pour finir le 31 décembre 2015.
- 2) La première assemblée générale ordinaire aura lieu en 2016.

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant les comparants, représentant l'intégralité du capital social, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire, à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués et à l'unanimité, ils ont pris les résolutions suivantes:

Première résolution

Le nombre des administrateurs est fixé à trois (3) et celui des commissaires à un (1).

Sont nommés aux fonctions d'administrateurs:

- 1.- Monsieur Kérime OULDABDALLAH, commercial chargé d'affaires, demeurant à F-57100 Thionville, 9, impasse du Ramier;
- 2.- Mohamed BEN REGBA, ingénieur, demeurant à L-4033 Esch-sur-Alzette, 20, rue Nicolas Bieber;
- 3.- Monsieur Michaël BRUPPACHER, Consolidation Manager, demeurant à L-1025 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

Deuxième résolution

Est nommé commissaire aux comptes:

- Monsieur Armand ERPELDING, expert-comptable, demeurant à L-3597 Dudelange, 2, rue Antoine Zinnen.

Troisième résolution

Le mandat des administrateurs et du commissaire ainsi nommés prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice 2019.

Quatrième résolution

L'adresse de la société est fixée à L-1741 Luxembourg, 19, rue de Hollerich.

Le conseil d'administration est autorisé à changer l'adresse de la société à l'intérieur de la commune du siège social statutaire.

Cinquième résolution

Le conseil d'administration est autorisé, conformément à l'article 60 de la loi sur les sociétés et de l'article 7 des présents statuts, à désigner un administrateur-délégué avec tous pouvoirs pour engager la société par sa seule signature pour les opérations de la gestion journalière.

Sixième résolution

Le nombre d'administrateur-délégué est fixé à un (1).

Est nommé aux fonctions d'administrateur-délégué:

- Mohamed BEN REGBA, prénommé.

Dont Acte, fait et passé à Luxembourg.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire par ses nom, prénom usuel, état et demeure, le comparant a tous signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: M.BEN REGBA, R.ARRENSDORFF.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 15 mai 2015. Relation: 1LAC / 2015 / 15144. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives

Luxembourg, le 10 juin 2015.

Référence de publication: 2015086916/144.

(150099647) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2015.

**Spires Barnet (UK) S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. ARE1 Farringdon Holdings S.à r.l.).**

Capital social: GBP 13.000,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 186.899.

In the year two thousand and fifteen, on the second day of June, before Maître Jacques KESSELER, notary residing in Pétange, Grand Duchy of Luxembourg,

was held

an extraordinary general meeting (the Meeting) of the sole shareholder of ARE1 Farringdon Holdings S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) duly organised and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 19, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, with a share capital of GBP 13,000 and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 186.899 (the Company).

The Company was incorporated pursuant to a deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, dated April 29, 2014, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1831 on July 14, 2014. The articles of association of the Company (the Articles) have not been amended since the incorporation of the Company.

THERE APPEARED:

Manchester EQ Holdings UK S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) duly organised and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 19, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, with a share capital of GBP 15,000 and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 175.760 (the Sole Shareholder),

hereby represented by Mrs Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, notary clerk, residing professionally in Pétange, by virtue of a power of attorney given under private seal;

such power of attorney, after having been signed ne varietur by the proxyholder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to this deed for the purpose of registration.

The Sole Shareholder, represented as stated above, has requested the undersigned notary to record the following:

I. That the Sole Shareholder holds all the shares in the share capital of the Company;

II. That the agenda of the Meeting is worded as follows:

1. Waiver of the convening notice;

2. Change of the name of the Company from "ARE1 Farringdon Holdings S.à r.l." to "Spires Barnet (UK) S.à r.l." and amendment of article 1 of the articles of association of the Company as follows:

"The name of the company is "Spires Barnet (UK) S.à r.l." (the Company). The Company is a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, in particular the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended (the Law), and these articles of association (the Articles).";

3. Amendment of the corporate object of the Company and subsequent amendment of article 3 of the articles of association of the Company as follows:

"**3.1.** The Company's object is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever, and in any real estate properties, and the management of those participations or real estate properties. The Company may in particular acquire, by subscription, purchase and exchange or in any other manner, any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and, more generally, any securities and financial instruments issued by any public or private entity. It may participate in the creation, development, management and control of any company or (real estate) enterprise. Further, it may invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin. The

Company may also invest in real estate whatever the investment modalities, including, but not limited to, the acquisition by way of sale or enforcement of securities.

3.2. The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and any kind of debt and equity securities. It may lend funds, including, without limitation, the proceeds of any borrowings, to its subsidiaries, affiliated companies and any other companies. It may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over some or all of its assets to guarantee its own obligations and those of any other company, and, generally, for its own benefit and that of any other company or person. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated financial sector activities without having obtained the requisite authorisation.

3.3. The Company may use any techniques, legal means and instruments to manage its investments efficiently and protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

3.4. The Company may carry out any commercial, financial or industrial operation which, directly or indirectly, favour or relate to its corporate object, and any transaction with respect to real estate or movable property.”

4. Amendment to the register of shareholders of the Company in order to reflect the above changes; and

5. Miscellaneous.

III. That the Sole Shareholder has taken the following resolutions:

First resolution

The entire share capital of the Company being represented at the present Meeting, the Sole Shareholder resolves to waive the convening formalities considering itself as duly convened and having perfect knowledge of the agenda which has been communicated to it in advance.

Second resolution

The Sole Shareholder resolves to change the denomination of the Company from “ARE1 Farrington Holdings S.à r.l.” to “Spires Barnet (UK) S.à r.l.” and subsequently amend article 1 of the Articles which shall henceforth read as follows:

« **Art. 1. Name.** The name of the company is "Spires Barnet (UK) S.à r.l." (the Company). The Company is a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, in particular the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended (the Law), and these articles of association (the Articles).”

Third resolution

The Sole Shareholder resolves to amend the corporate object of the Company and subsequently amend article 3 of the articles of association of the Company as follows:

« **Art. 3. Corporate object.**

3.1. The Company's object is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever, and in any real estate properties, and the management of those participations or real estate properties. The Company may in particular acquire, by subscription, purchase and exchange or in any other manner, any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and, more generally, any securities and financial instruments issued by any public or private entity. It may participate in the creation, development, management and control of any company or (real estate) enterprise. Further, it may invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin. The Company may also invest in real estate whatever the investment modalities, including, but not limited to, the acquisition by way of sale or enforcement of securities.

3.2. The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and any kind of debt and equity securities. It may lend funds, including, without limitation, the proceeds of any borrowings, to its subsidiaries, affiliated companies and any other companies. It may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over some or all of its assets to guarantee its own obligations and those of any other company, and, generally, for its own benefit and that of any other company or person. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated financial sector activities without having obtained the requisite authorisation.

3.3. The Company may use any techniques, legal means and instruments to manage its investments efficiently and protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

3.4. The Company may carry out any commercial, financial or industrial operation which, directly or indirectly, favour or relate to its corporate object, and any transaction with respect to real estate or movable property.»

Fourth resolution

The Sole Shareholder resolves to amend the shareholder's register of the Company in order to reflect the above change with power and authority given to any manager of the Company and/or any lawyer or employee of Loyens & Loeff

Luxembourg S.à r.l., each acting individually, with full power of substitution, to proceed on behalf and in the name of the Company to the necessary amendment in the shareholder's register of the Company.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version and, in case of discrepancies between the English and the French texts, the English version shall prevail.

Whereof, the present notarial deed is drawn in Pétange, on the year and day first above written.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, who is known to the notary by his surname, first name, civil status and residence, the proxyholder of the appearing party signed together with, the notary, the present original deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le deuxième jour du mois de juin, par devant Maître Jacques KESSELER, notaire de résidence à Pétange, Grand-Duché de Luxembourg,

s'est tenue

une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) de l'associé unique de ARE1 Farringdon Holdings S.à r.l., une société à responsabilité limitée dûment constituée et régie selon le droit du Grand-Duché de Luxembourg, dont le siège social est établi au 19, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, disposant d'un capital social de GBP 13.000 et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 186.899 (la Société).

La Société a été constituée suivant un acte de Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, le 29 avril 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1831 le 14 juillet 2014. Les statuts de la Société (les Statuts) n'ont jamais été modifiés depuis la constitution de la Société.

A COMPARU:

Manchester EQ Holdings UK S.à r.l., une société à responsabilité limitée dûment constituée et régie selon le droit du Grand-Duché de Luxembourg, dont le siège social est établi au 19, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, disposant d'un capital social de GBP 15.000 et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 175.760 (l'Associé Unique),

dûment représenté par Madame Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, clerc de notaire, de résidence professionnelle à Pétange, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé;

ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire agissant pour le compte de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour le besoin de l'enregistrement.

L'Associé Unique, représenté comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I. Que l'Associé Unique détient toutes les parts sociales dans le capital social de la Société;

II. Que l'ordre du jour de l'Assemblée est libellé comme suit:

1. Renonciation aux formalités de convocation;

2. Modification de la dénomination de la Société de "ARE1 Farringdon Holdings S.à r.l." à "Spires Barnet (UK) S.à r.l." et modification subséquente de l'article 1 des statuts de la Société comme suit:

"Le nom de la société est "Spires Barnet (UK) S.à r.l." (la Société). La Société est une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, et en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi), ainsi que par les présents statuts (les Statuts).";

3. Modification de l'objet social de la Société et modification subséquente de l'article 3 des statuts de la Société comme suit:

3.1. L'objet de la Société est la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit, et dans des propriétés immobilières et la gestion de ces participations ou propriétés immobilières. La Société peut notamment acquérir par souscription, achat et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette, et plus généralement, toutes valeurs mobilières et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise (immobilière). Elle peut en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit. La Société peut également investir dans l'immobilier, quelles qu'en soit les modalités, y compris notamment l'acquisition par voie de vente ou de réalisation de sûretés.

3.2. La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit, sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de billets à ordre, d'obligations et de tous types de titres et instruments de dette ou de capital. La Société peut prêter des fonds, y compris notamment les revenus de tous emprunts, à ses filiales, sociétés affiliées (comprenant société mère et société soeur), ainsi qu'à toutes autres sociétés. La Société peut également

consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges ou autrement créer et accorder des sûretés sur toute ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et celles de toute autre société et, de manière générale, en sa faveur et en faveur de toute autre société ou personne. En tout état de cause, la Société ne peut effectuer aucune activité réglementée du secteur financier sans avoir obtenu l'autorisation requise.

3.3. La Société peut employer toutes les techniques et instruments nécessaires à une gestion efficace de ses investissements et à sa protection contre les risques de crédit, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

3.4. La Société peut effectuer toutes les opérations commerciales, financières ou industrielles qui, directement ou indirectement, favorisent ou se rapportent à son objet social et toutes les transactions concernant des biens immobiliers ou mobiliers.»

4. Modification du registre des associés de la Société afin de refléter les changements ci-dessus; et

5. Divers.

III. Que l'Associé Unique a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'intégralité du capital social étant représenté à la présente Assemblée, l'Associé Unique décide de renoncer aux formalités de convocation, se considérant lui-même comme dûment convoqué et ayant une parfaite connaissance de l'ordre du jour qui lui a été communiqué au préalable.

Deuxième résolution

L'Associé Unique décide de modifier la dénomination de la Société de "ARE1 Farringdon Holdings S.à r.l." à "Spires Barnett (UK) S.à r.l." et subséquentment de modifier l'article 1 des Statuts qui aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 1^{er}. Dénomination.** Le nom de la société est "Spires Barnett (UK) S.à r.l." (la Société). La Société est une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, et en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi), ainsi que par les présents statuts (les Statuts);»

Troisième résolution

L'Associé Unique décide de modifier l'objet social de la Société et subséquentment de modifier l'article 3 des statuts de la Société comme suit:

« Art. 3. Objet social.

3.1. L'objet de la Société est la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit, et dans des propriétés immobilières et la gestion de ces participations ou propriétés immobilières. La Société peut notamment acquérir par souscription, achat et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette, et plus généralement, toutes valeurs mobilières et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise (immobilière). Elle peut en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit. La Société peut également investir dans l'immobilier, quelles qu'en soit les modalités, y compris notamment l'acquisition par voie de vente ou de réalisation de sûretés.

3.2. La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit, sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de billets à ordre, d'obligations et de tous types de titres et instruments de dette ou de capital. La Société peut prêter des fonds, y compris notamment les revenus de tous emprunts, à ses filiales, sociétés affiliées (comprenant société mère et société soeur), ainsi qu'à toutes autres sociétés. La Société peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges ou autrement créer et accorder des sûretés sur toute ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et celles de toute autre société et, de manière générale, en sa faveur et en faveur de toute autre société ou personne. En tout état de cause, la Société ne peut effectuer aucune activité réglementée du secteur financier sans avoir obtenu l'autorisation requise.

3.3. La Société peut employer toutes les techniques et instruments nécessaires à une gestion efficace de ses investissements et à sa protection contre les risques de crédit, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

3.4. La Société peut effectuer toutes les opérations commerciales, financières ou industrielles qui, directement ou indirectement, favorisent ou se rapportent à son objet social et toutes les transactions concernant des biens immobiliers ou mobiliers.»

Quatrième résolution

L'Associé Unique décide de modifier le registre des associés de la Société afin de refléter le changement ci-dessus, avec pouvoir et autorité donnés à tout gérant de la Société et /ou tout avocat ou employé de Loyens & Loeff Luxembourg S.à r.l., chacun agissant individuellement, avec plein pouvoir de substitution, pour procéder au nom et pour le compte de la Société aux modifications nécessaires au sein du registre des associés de la Société.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle anglais, déclare qu'à la demande de la partie comparante ci-dessus, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française et, en cas de divergences entre les textes anglais et français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Pétange, date qu'en tête des présentes.

Le document ayant été lu au mandataire de la partie comparante, connu du notaire instrumentant par son nom, prénom usuel, état et demeure, ledit mandataire a signé avec nous, le notaire, le présent acte original.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 05 juin 2015 Relation: EAC/2015/12747. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME

Référence de publication: 2015086913/223.

(150099602) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2015.

GIM Specialist Funds, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 151.450.

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-second day of May.

Before Us Me Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg),

Was held

an extraordinary general meeting of shareholders (the "Meeting") of J.P. MORGAN SPECIALIST FUNDS (hereafter referred to as the "Company"), a société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé incorporated under the form of a société anonyme having its registered office in L-2633 Senningerberg, 6 route de Trèves, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register, section B, number B 151 450, incorporated on 2 February 2010 pursuant to a deed of Me Henri HELLINCKX, notary residing in Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") of 8 March 2010 number 493.

The articles of incorporation of the Company have been amended on 24 May 2011 pursuant to a deed of Me Henri HELLINCKX, prenamed, published in the Mémorial of 22 August 2011 number 1919.

The Meeting was opened under the chairmanship of Mrs Pam STEENFELDTKRISTENSEN, private employee, professionally residing in Luxembourg (the "Chairman").

The Chairman appointed as secretary Mrs Myriam LAMBRECH, private employee, professionally residing in Luxembourg.

The Meeting elected as scrutineer Mrs Virginie MARAMIGI, private employee, professionally residing in Luxembourg.

The bureau of the Meeting having thus been constituted, the Chairman declared and requested the notary to state:

I. That the Company solely issues registered shares and that the Meeting has therefore been convened by notices containing the agenda sent to the registered shareholders by registered mail on 30 April 2015.

II. That the agenda of the Meeting is the following:

Agenda

1. Amend Article 1 to

- rename the Fund "GIM Specialist Funds" with effect from 17 July 2015; and
- indicate that the Fund qualifies as an alternative investment fund within the meaning of the Luxembourg Law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers (the "2013 Law").

2. Amend Article 4 in order to:

- clarify that the registered office of the Fund is established in Senningerberg; and
- allow the board of directors of the Fund, in case of transfer of the registered office to another commune, to take any necessary steps for obtaining the execution and publication of such transfer in accordance with the Luxembourg law.

3. Amend Article 5 to:

- remove the sentence "The minimum capital of the Fund must be achieved within twelve months after the date on which the Fund has been authorised as a specialised investment fund under the Law."
- clarify that the reference to "classes" shall have the same meaning as in Article 71 of the Luxembourg Law of 13 February 2007 on specialised investment funds, as amended; and

- provide that the board of directors may liquidate a class of shares inter alia, (i) if a change in laws or regulations applicable to the Fund or any of its classes of shares so justifies or (ii) in any other circumstances where the interests of the shareholders so justify.

4. Amend Article 8 to, inter alia, provide that the term US person used in the Articles will have the meaning determined by the Board from time to time.

5. Amend Article 10 to remove the reference to the first annual general meeting of shareholders.

6. Amend Article 11 to provide that a Record Date may be used to calculate the quorum and majority requirement applicable to general meetings of shareholders and to determine the rights of shareholders to participate and exercise their voting rights, to the extent permitted by and in accordance with the conditions set forth under Luxembourg laws and regulations.

7. Amend Article 16 to allow a class of shares of the Fund to invest in another class of shares of the Fund in accordance with applicable Luxembourg laws and regulations.

8. Amend Article 23 to replace references to "custodian" by references to "depository".

9. Amend Article 26 to provide that the accounts of the Fund shall be prepared in accordance with Luxembourg Generally Accepted Accounting Principles.

10. Amend Article 28 to, inter alia:

- provide that the Board may expressly allow the depository of the Fund to transfer its liability in accordance with and subject to the conditions of the applicable laws and regulations (and in particular in accordance with Article 19 (14) of the 2013 Law; and

- provide that the assets of the Fund may be transferred to and re-used by any third party, including the custodian of the Fund and any prime broker appointed from time to time in accordance with the applicable laws and regulations and the prospectus of the Fund.

11. Insertion of a new Article 29 to provide:

- how information to investors may be made available; and

- that by the sole fact of investing or soliciting the investment in the Fund, an investor acknowledges the possible use of electronic information means to disclose certain information as set out in the prospectus and confirms having access to internet and to an electronic messaging system allowing the investor to access the information or document made available via an electronic information means.

12. Insertion of a new Article 30 and therefore renumbering of the Articles in order to provide that:

- the Fund may grant preferential treatment to investors in accordance with applicable laws and regulations and the Articles; and

- information on these preferential treatments will be made available to investors via any information means as described under the new Article 30.

13. Amend Article 33 (former Article 31) to provide that all matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the 2013 Law in addition to the Luxembourg Law of 10 August 1915 and the Law.

III. That the shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list.

This attendance list, signed by the shareholders present, if any, the proxies of the represented shareholders and by the bureau of the Meeting, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

IV. That the resolutions of the agenda require a quorum of presence of 50% of the capital of the Company and will be passed by a majority of two-thirds of the votes cast at the Meeting.

V. That it appears from the attendance list that, out of 57,332.71 shares in issue, 29,850 shares are present or represented at the Meeting so that the Meeting can validly deliberate.

Then the Meeting, after deliberation, takes the following resolutions:

First resolution

The Meeting with 29,850 votes in favour and 0 votes against decides to amend article 1 of the Articles so as to read as follows:

"There exists among the subscriber and all those who may become holders of shares a company in the form of a "société anonyme" qualifying as a "société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé" under the name of J.P. MORGAN SPECIALIST FUNDS which shall be renamed GIM SPECIALIST FUNDS with effect from 17 July 2015 (the "Company").

In addition, the Company qualifies as an alternative investment fund within the meaning of Article 1 (39) of the Luxembourg Law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers (the "2013 Law")."

Second resolution

The Meeting with 29,850 votes in favour and 0 votes against decides to amend the first paragraph of article 4 of the Articles so as to read as follows:

"The registered office of the Company is established in Senningerberg, in the Grand-Duchy of Luxembourg. Wholly-owned subsidiaries, branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the board of directors of the Company (the "Board"). If and to the extent permitted by law, the Board may decide to transfer the registered office of the Company to any other place in the Grand-Duchy of Luxembourg. If the Board decides to transfer the registered office to another commune, this Article 4 shall be amended accordingly and the Board shall take or authorise any necessary steps for the purpose of obtaining the execution and publication of such amendment in accordance with Luxembourg law."

Third resolution

The Meeting with 29,850 votes in favour and 0 votes against decides to amend the second, the ninth and the fifteenth paragraphs of article 5 of the Articles so as to read as follows:

- second paragraph:

"The minimum capital of the Company shall be the minimum capital required by Luxembourg law."

- ninth paragraph:

"Such shares may, as the Board shall determine, be of different classes (within the meaning of Article 71 of the Law or any article replacing it) and the proceeds of the issue of each class of shares shall be invested pursuant to article 3 hereof in securities or other assets corresponding to such geographical areas, industrial sectors or monetary zones, or to such specific types of equity or debt securities, or with such other specific features as the Board shall from time to time determine in respect of each class of shares."

- fifteenth paragraph:

"In the event the net asset value (the "Net Asset Value") of a class of shares determined in accordance with article 23 below falls below or do not reach an amount determined by the Board and disclosed in the Offering Documents to be the minimum level for such class of shares to be operated in an economically efficient manner or in case an economic rationalisation so justifies or if a change in the economic, monetary or political situation relating to the class of shares concerned so justifies or if a change in laws or regulations applicable to the Company or any of its classes of shares so justifies or in any other circumstances where the interests of the shareholders so justify, the Board has the discretionary power to liquidate such class of shares by compulsory redemption of Shares of such class of shares at the Net Asset Value per share (but taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses) determined as at the Valuation Day at which such a decision shall become effective. The decision to liquidate will be published or notified by the Company prior to the effective date of the liquidation and the publication or notification will indicate the reasons for, and the procedures of, the liquidation operations. Unless the Board decides otherwise in the interest of, or in order to ensure equal treatment of, the shareholders, the shareholders of the class of shares concerned may continue to request redemption or conversion of their shares free of redemption or conversion charges (but taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses)."

Fourth resolution

The Meeting with 29,850 votes in favour and 0 votes against decides to amend the third paragraph of article 8 of the Articles so as to read as follows:

"Whenever used in these Articles, the term "U.S. person" shall have the meaning determined by the Board from time to time and publicised in the Offering Documents. This definition will be based on Regulation S, as amended from time to time, of the United States Securities Act of 1933, as amended (the "1933 Act") or on any other regulation or act which shall come into force within the United States of America."

Fifth resolution

The Meeting with 29,850 votes in favour and 0 votes against decides to amend the first paragraph of article 10 of the Articles in order to remove reference to the first annual general meeting of shareholders. The first sentence of the paragraph will therefore read as follows:

"The annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg, at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the third Wednesday of the month of December at 2:00 p.m."

Sixth resolution

The Meeting with 29,850 votes in favour and 0 votes against decides to add a second paragraph in article 11 of the Articles so as to read as follows:

"To the extent permitted by and in accordance with the conditions set forth under Luxembourg laws and regulations, the notice of any general meeting of shareholders may specify that the quorum and the majority applicable for this general meeting will be determined by reference to the shares issued and in circulation at a certain date and time preceding the general meeting (the "Record Date"), and the right of shareholders to participate at a general meeting of shareholders and to exercise the voting rights attached to their shares will be determined by reference to the shares held by this shareholder as at the Record Date."

Seventh resolution

The Meeting with 29,850 votes in favour and 0 votes against decides to add a third paragraph in article 16 of the Articles so as to read as follows:

"Any class of shares may to the extent permitted by applicable Luxembourg laws and regulations, but in accordance with the provisions set forth in the Offering Documents, invest in other classes of shares of the Company."

Eighth resolution

The Meeting with 29,850 votes in favour and 0 votes against decides to amend article 23 of the Articles in order to replace references to "custodian" by references to "depository". As a result, items B. (b) and B (e) will be amended so as to read as follows:

- B. (b):

"all administrative and other operative expenses due or accrued including all fees payable to the investment manager, the depository and any other representatives and agents of the Company."

- B. (e):

"all other liabilities of the Company of whatsoever kind and nature except liabilities represented by shares in the Company. In determining the amount of such liabilities, the Board shall take into account all expenses payable by the Company which shall comprise formation expenses, fees and out-of-pocket payable to its investment advisers or investment managers, accountants, depository, domiciliary, administrative, registrar and transfer agents, any paying agent and permanent representatives in places of registration, any other agent employed or service provider appointed by the Company, Director's fees, fees for legal and auditing services, promotional, printing, reporting and publishing fees and expenses, including the cost of advertising or preparing and printing of Offering Documents, financial reports, application forms and other documents made available to the shareholders or registration statements and fees relating to the listing of shares, taxes or governmental charges, and all other operation expenses, including the cost of buying and selling assets, interest, bank charges and brokerage, postage, telephone and telex. The Board may calculate administrative and other expenses of a regular or recurring nature on an estimated figure for yearly or other periods in advance, and may accrue the same in equal proportions over any such period."

Ninth resolution

The Meeting with 29,850 votes in favour and 0 votes against decides to add a second paragraph in article 26 of the Articles to be read as follows:

"The accounts of the Company shall be prepared in accordance with Luxembourg Generally Accepted Accounting Principles."

Tenth resolution

The Meeting with 29,850 votes in favour and 0 votes against decides to amend article 28 of the Articles so as to read as follows:

" **Art. 28.** The Company shall appoint a depository which shall be responsible for the safekeeping of the assets of the Company and shall hold the same itself or through its agents.

The Board may expressly allow the depository to transfer its liability, subject to, and in compliance with, the applicable laws and regulations (in particular in accordance with the provisions of Article 19 (14) of the 2013 Law) and as set out the Offering Documents.

The assets of the Company may be transferred to, and re-used by, any third party, including the depository or any prime broker appointed from time to time, subject to, and in compliance with, the applicable laws and regulations, the Offering Documents and to the extent permitted by appropriate contractual arrangements."

Eleventh resolution

The Meeting with 29,850 votes in favour and 0 votes against decides to add a new article 29 of the Articles to be read as follows:

" **Art. 29.** Any information (including the information to be provided to investors before they invest in the Company as per Article 21 of the 2013 Law) that the Company makes available to some or all of the investors shall be made available at any of the following information means: (i) Offering Documents, the Company's marketing documentation, (ii) subscription, redemption, conversion or transfer form, (iii) contract note, statement or confirmation in any other form, (iv) letter, telecopy, email or any type of notice or message (including verbal notice or message), (v) publication in the (electronic or printed) press, (vi) the Company's periodic report, (vii) the Company's, management company's or any third party's registered office, (viii) a third-party, (ix) internet or a website and (x) any other means or medium to be freely determined from time to time by the Board to the extent that such means or medium comply with these Articles and applicable laws and regulations.

Certain electronic information means used to make available certain information or document requires an access to internet and/or to an electronic messaging system.

By the sole fact of investing or soliciting the investment in the Company, an investor acknowledges the possible use of electronic information means to disclose certain information as set out in the Offering Documents and confirms having access to internet and to an electronic messaging system allowing this investor to access the information or document made available via an electronic information means."

Twelfth resolution

The Meeting with 4,452 votes in favour and 25,358 votes against decides to add an article 30 of the Articles to be read as follows:

" **Art. 30.** The Board has made arrangements to ensure the fair treatment of shareholders. However any investor may be granted a preferential treatment, or a right to obtain a preferential treatment subject to, and in compliance with, the conditions set forth in applicable laws and regulations, these Articles of Incorporation and as may be determined from time to time by, and in the discretion of, the Company.

Whenever an investor obtains a preferential treatment or the right to obtain preferential treatment, a description of that preferential treatment, the type of investor who obtains such preferential treatment and, where relevant, its legal or economic links with the Company or its management company, will be made available to investors in any of the information means set out in article 29."

Thirteenth resolution

The Meeting with 29,850 votes in favour and 0 votes against decides to amend article 33 (former article 31) of the Articles so as to read as follows:

" **Art. 33.** All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the law of August tenth, one thousand nine hundred and fifteen on commercial companies and amendments thereto, the Law and the 2013 Law."

There being no further business on the agenda, the Meeting is thereupon closed.

Statement

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English in accordance with Article 26 of the Law of 13 February 2007 on specialised investment funds, as amended.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Senningerberg on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the Meeting, the members of the bureau of the Meeting, all of whom are known to the notary, by their names, surnames, civil status and residences, signed together with Us, the notary, the present original deed, no shareholders expressing the wish to sign.

Signé: P. STEENFELDT-KRISTENSEN, M. LAMBRECH, V. MARAMIGI, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C. 2, le 28 mai 2015. 2LAC/2015/11704. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 5 juin 2015.

Référence de publication: 2015088095/243.

(150100408) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2015.

Orion Engineered Carbons Finance 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 174.726.

—
EXTRAIT

En date du 8 juin 2015, l'associé unique de la Société a approuvé les résolutions suivantes:

- La démission de Thuy Uyen Nguyen, en tant que gérant C, est constatée avec effet au 15 juin 2015.
- Eric-Jan van de Laar, avec adresse professionnelle au 15 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, est nommé nouveau gérant C de la société avec effet au 15 juin 2015 pour une durée indéterminée.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 15 juin 2015.

Référence de publication: 2015092421/15.

(150103001) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2015.

GHS S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 198.630.

*Traite de fusion - Absorption / Projet commun de fusion par absorption
de la société française ZIPPO EUROPE SA par la société luxembourgeoise GHS S.à r.l.*

LES SOUSSIGNEES:

- La société GHS S.à r.l., société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois ayant un capital social de 12.500 euros, dont le siège social est situé 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés en cours, représentée par Monsieur Richard Finlow, gérant de catégorie A, dûment habilité aux fins des présentes par une résolution circulaire du Conseil de Gérance en date du 30 juin 2015,

Ci-après dénommée la «société absorbante»,

D'UNE PART,

ET

- La société ZIPPO EUROPE SA, société anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance de droit français au capital de 1.457.000 euros, dont le siège social est situé 15, place de la Nation - 75011 Paris, France, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 394 266 902, représentée par Monsieur Richard Finlow, Président du Directoire, dûment habilité aux fins des présentes par une délibération du Directoire en date du 15 juin 2015,

Ci-après dénommée la «société absorbée»,

D'AUTRE PART,

PREALABLEMENT A LA CONVENTION DE FUSION / AU PROJET COMMUN DE LA FUSION FAISANT L'OBJET DU PRESENT ACTE SOUS SEING PRIVE,

IL A ETE EXPOSE CE QUI SUIT:

Chapitre I^{er} - Exposé préalable

I. Caractéristiques des sociétés intéressées.

1. La société absorbante est une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois dont l'objet social, tel que figurant dans ses statuts, est le suivant:

- la société a pour objet la prise de participation, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes les sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit et la gestion de ces sociétés ou entreprises ou participations. La société peut, en particulier, acquérir par souscription, achat, échange ou de toute autre manière, tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dettes et, en général, toutes valeurs ou instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise. Elle est considérée comme une «société de participations financières» selon les mesures en vigueur;

- la société peut investir dans l'acquisition, l'exploitation et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit;

- la société peut emprunter sous quelque forme que ce soit sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de parts sociales et d'obligations et d'autres titres représentatifs d'emprunts et/ou de créances. Elle peut prêter des fonds, en ce compris, sans limitation, ceux résultant des emprunts et/ou des émissions d'obligations ou de valeurs, à ses filiales, sociétés affiliées et/ou toute autre société ou personne qui peuvent être associées ou non de la société, dans la limite de ce qui est permis par la loi luxembourgeoise. Elle peut aussi donner des garanties et nantir, transférer, grever ou créer de toute autre manière et accorder des sûretés sur tout ou partie de ses actifs, afin de garantir ses propres obligations et engagements et/ou ceux de toute autre société ou personne qui peuvent être associées ou non de la société et, de manière générale, en sa faveur et/ou en faveur de toute autre société ou personne qui peuvent être associées ou non de la société;

- la société peut, d'une manière générale, employer toutes techniques et instruments liés à des investissements en vue d'une gestion efficace, y compris des techniques et instruments destinés à la protéger contre les créanciers, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d'intérêts et autres risques;

- la société peut acheter, vendre, échanger, financer, louer, améliorer, démolir, construire, pour son propre compte, développer, diviser et gérer tous biens immobiliers ou sociétés immobilières;

- la société peut importer et vendre des briquets à des grossistes et distributeurs;

- la société peut accomplir toutes opérations commerciales, financières ou industrielles, ainsi que toutes transactions se rapportant à la propriété immobilière ou mobilière qui, directement ou indirectement, favorisent ou se rapportent à la réalisation de son objet social.

La société absorbante est constituée pour une durée illimitée.

Le capital social de la société absorbante s'élève à 12.500 euros. Il est divisé en 12.500 parts sociales d'1 euro de valeur nominale chacune, intégralement libérées.

La société absorbante n'a pas émis d'offre au public de titres financiers.

2. La société absorbée est une société anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance de droit français dont l'objet social, tel que figurant dans ses statuts, est le suivant:

- en France, en Allemagne, en Autriche et, généralement, en Europe, la distribution des produits de marque ZIPPO;
- toutes opérations industrielles et commerciales se rapportant à:

* la création, l'acquisition, la location de tous fonds de commerce, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements, fonds de commerce, usines, ateliers, se rapportant à l'activité spécifiée;

* la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités;

* la participation directe ou indirecte de la société dans toutes opérations financières, immobilières ou mobilières ou entreprises commerciales ou industrielles pouvant se rattacher à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe;

* toutes opérations quelconques contribuant à la réalisation de cet objet.

La durée de la société absorbée est prévue jusqu'au 23 mars 2093.

Le capital social de la société absorbée s'élève à 1.457.000 euros. Il est divisé en 94.000 actions de 15,50 euros de valeur nominale chacune, intégralement libérées.

La société absorbée n'a pas émis d'offre au public de titres financiers.

3. Le capital de la société absorbante et de la société absorbée est intégralement détenu par la société ZIPPO MANUFACTURING COMPANY, société de droit américain dont le siège social est situé 33 Barbour Street - Bradford - PA 16701 (Etats-Unis), ci-après dénommée «ZMC». En conséquence, la société absorbante et la société absorbée sont des sociétés-soeurs.

4. Les gérants de la société absorbante sont Messieurs Gregory Booth, gérant de catégorie A, Richard Finlow, gérant de catégorie A, et Ralph Hendrikus Heijder, gérant de catégorie B.

Les membres du Directoire de la société absorbée sont Messieurs Richard Finlow (Président) et Gregory Booth. Les membres de son Conseil de Surveillance sont Messieurs Mark Paup (Président) et George Duke (Vice-Président), ainsi que ZMC, représentée par Monsieur Richard Roupe.

5. Les statuts de la société absorbante figurent en Annexe 1 aux présentes.

6. La société absorbée détient l'intégralité du capital social des deux sociétés suivantes:

- La société ZIPPO, société par actions simplifiée de droit français au capital de 80.000 euros, dont le siège social est situé 15, place de la Nation - 75011 Paris, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 394 502 355 (ci-après dénommée «ZIPPO FRANCE»), qui a pour activité la distribution des produits de la marque ZIPPO, plus particulièrement en France;

- La société ZIPPO GmbH, société de droit allemand, dont le siège social est situé Groendahlscher Weg 87 - 45446 Emmerich am Rhein, Allemagne (ci-après dénommée «ZIPPO ALLEMAGNE»), qui a pour activité la distribution des produits de la marque ZIPPO, plus particulièrement en Allemagne.

II. Motifs et buts de la fusion. L'opération envisagée s'inscrit dans le cadre d'une réorganisation purement interne du groupe auquel appartiennent la société absorbante et la société absorbée en vue de simplifier son organigramme.

En effet, la société absorbée n'a aucune activité réelle autre que celle de détenir ses filiales ZIPPO FRANCE et ZIPPO ALLEMAGNE, qui constituent son unique actif immobilisé, et elle ne réalise, par conséquent, aucun chiffre d'affaires.

La société absorbante, quant à elle, a été constituée le 30 janvier 2015, dans le but de centraliser l'ensemble des titres des sociétés opérationnelles européennes du groupe, en vue de gérer de manière active lesdites participations et de jouer un véritable rôle commercial au sein du groupe, en agissant comme importateur unique de briquets des marques RDL et JetLite et en commercialisant ces briquets à destination de ses filiales ou de grands distributeurs indépendants européens.

III. Comptes servant de base à la fusion. Les termes et conditions du présent traité de fusion ont été établis sur la base:

- pour la société absorbante, de son bilan d'ouverture au 30 janvier 2015, date de sa constitution;
- pour la société absorbée, d'un état comptable intermédiaire au 30 janvier 2015, arrêté par le Directoire lors de sa réunion en date du 13 mai 2015.

Le bilan d'ouverture de la société absorbante et l'état comptable intermédiaire de la société absorbée au 30 janvier 2015 figurent en Annexe 2 aux présentes.

IV. Méthode d'évaluation. S'agissant d'une opération de restructuration entre deux sociétés de nationalité différente, il a été convenu entre la société absorbante et la société absorbée, conformément aux règles de droit français et de droit luxembourgeois, que les éléments d'actif et de passif sont apportés, par absorption de la société absorbée par la société absorbante, à leurs valeurs réelles respectives.

Ces valeurs réelles respectives ont été établies sur la base de l'état comptable intermédiaire au 30 janvier 2015 de la société absorbée et du rapport d'évaluation de la société absorbée établi par le cabinet Crowe Horwath en date du 17 juin 2015.

V. Commissaire aux apports. Par décisions en date du 29 mai 2015, l'Assemblée Générale Ordinaire réunie extraordinairement de la société absorbée a désigné le cabinet Mazars, représenté par Madame Danièle Batude, en qualité de Commissaire aux apports, à l'effet d'apprécier, sous sa responsabilité, la valeur des apports en nature devant être effectués dans le cadre du projet de fusion, ainsi que les éventuels avantages particuliers et d'en faire rapport dans les conditions prévues par la loi française.

Par ailleurs, la société absorbée (lors de l'Assemblée Générale Ordinaire réunie extraordinairement en date du 29 mai 2015) et la société absorbante (par une résolution circulaire du Conseil de Gérance en date du 30 juin 2015) ont renoncé à l'examen du projet de fusion transfrontalière par un expert indépendant luxembourgeois et au rapport d'expert luxembourgeois.

VI. Réglementation applicable. S'agissant d'une fusion transfrontalière, la présente opération est soumise cumulativement aux dispositions suivantes:

- Directive européenne 2005/56/CE du Parlement européen et du Conseil, en date du 26 octobre 2005, sur les fusions transfrontalières des sociétés de capitaux;
- Articles L. 236-25 à L. 236-32 et R. 236-13 à R. 236-20 du Code de commerce français, relatifs aux dispositions spécifiques concernant les fusions transfrontalières;
- Articles L. 236-1 à L. 236-24 et R. 236-1 à R. 236-12 du Code de commerce français, relatifs aux fusions, sous réserve que ces dispositions ne soient pas contraires aux dispositions ci-dessus;
- Articles 257 à 276 de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales (telle qu'elle a été modifiée).

CECI EXPOSE, LES PARTIES ONT ETABLI, DE LA MANIERE SUIVANTE, LE PROJET COMMUN DE FUSION:

Chapitre II - Apport - Fusion

I. Principe de l'apport. La société absorbée apporte, sous les garanties ordinaires de fait et de droit en la matière et sous les conditions suspensives ci-après exprimées, à la société absorbante, l'ensemble des biens, droits et obligations, actifs et passifs, existant chez elle au 30 janvier 2015.

Il est précisé que cette énumération n'a qu'un caractère indicatif et non limitatif, l'intégralité du patrimoine de la société absorbée, qu'il soit ou non énuméré ci-après, étant dévolu à la société absorbante dans l'état où il se trouvera au jour de la réalisation définitive de la fusion.

II. Composantes de l'apport.

A. Actif apporté

1. Actif immobilisé

Participations

- Titres ZIPPO FRANCE	0 €
- Titres ZIPPO ALLEMAGNE	9.598.000 €
Total des éléments d'actif immobilisé	9.598.000 €

2. Actif circulant

Autres créances	237.375 €
Disponibilités	857.900 €
Total des éléments d'actif circulant	1.095.275 €

Nomenclature des éléments d'actif apportés:

Actif immobilisé	9.598.000 €
Actifs circulants	1.095.275 €
Total des éléments d'actif apportés:	10.693.275 €

B. Passif pris en charge

1. Provisions

Provision pour risques	70.000 €
Total des provisions:	70.000 €

2. Dettes

Dettes fournisseurs et comptes rattachés	18.847 €
Dettes fiscales et sociales	5.497 €
Impôts à payer dans le cadre de la fusion	325.200 €
Total des dettes:	349.544 €

Nomenclature des éléments de passif pris en charge:

Provisions	70.000 €
Dettes	349.544 €
Total des éléments de passif pris en charge:	419.544 €

C. Actif net apporté

La différence entre l'actif apporté et le passif pris en charge représente l'actif net apporté par la société absorbée à la société absorbante et s'élève à:

Total de l'actif	10.693.275 €
Total du passif	419.544 €
Soit un total d'actif net apporté de:	10.273.731 €

III. Rémunération de l'apport-fusion. La rémunération de l'apport net, s'élevant à 10.273.731 euros, s'effectuera dans les conditions ci-après:

A. Rapport d'échange

La détermination du rapport d'échange a été effectuée sur la base des valeurs réelles respectives de la société absorbante et de la société absorbée.

La valeur réelle de la société absorbée a été établie sur la base des valeurs réelles de ses éléments d'actif et de passif comme indiqué au point IV. du Chapitre I ci-dessus.

La valeur réelle de la société absorbante est égale au montant de ses capitaux propres tels qu'ils existent à la date de sa constitution, soit le 30 janvier 2015.

Compte-tenu de ces principes, la valeur réelle de la société absorbée s'élève à 10.273.731 euros et celle de la société absorbante s'élève à 12.500 euros.

Le rapport d'échange s'établit ainsi à 109 parts sociales de la société absorbante pour 1 action de la société absorbée.

B. Augmentation de capital de la société absorbante

A la date de réalisation de la fusion, 10.246.000 parts sociales nouvelles d'1 euro de valeur nominale chacune seront émises par la société absorbante à titre d'augmentation de son capital à concurrence d'un montant de 10.246.000 euros pour le porter de son montant actuel de 12.500 euros à un montant de 10.258.500 euros.

Ces 10.246.000 parts sociales nouvelles seront entièrement assimilées aux parts sociales composant actuellement le capital social de la société absorbante. Elles jouiront des mêmes droits et supporteront les mêmes charges, notamment toute retenue d'impôts, de sorte que tous les titres de même nature, sans distinction et, notamment, donneront les mêmes droits lors de toute distribution des bénéfices pendant la durée de la société absorbante ou lors de sa liquidation.

Elles seront émises et attribuées en totalité à la société ZIPPO MANUFACTURING COMPANY, Actionnaire Unique de la société absorbée.

L'émission des 10.246.000 parts sociales nouvelles de la société absorbante attribuées à la société ZIPPO MANUFACTURING COMPANY sera enregistrée sur le registre détenu par la société absorbante conformément à l'article 185 de la loi concernant les sociétés commerciales (telle qu'elle a été modifiée), à la date de la prise d'effet juridique de la fusion.

C. Prime de fusion/prime d'émission

La différence entre, d'une part, la valeur de l'actif net apporté par la société absorbée à la société absorbante, qui s'élève à 10.273.731 euros et, d'autre part, la valeur nominale des parts sociales effectivement émises à titre d'augmentation de capital par la société absorbante, soit 10.246.000 euros, constitue, en droit français, le montant de la prime de fusion et, en droit luxembourgeois, le montant de la prime d'émission, qui s'élève donc à 27.731 euros et sera inscrite en tant que telle au passif du bilan de ladite société absorbante, conformément aux règles comptables luxembourgeoises.

IV. Propriété - Date d'effet. Conformément aux dispositions de l'article L. 236-31 du Code de commerce français et de l'article 273 ter de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales (telle qu'elle a été modifiée), tous deux issus de l'article 12 de la Directive européenne 2005/56 du 26 octobre 2005, la fusion transfrontalière sera réalisée et prendra effet à l'égard des tiers et, en conséquence, la société absorbante sera propriétaire des biens apportés, à compter de la date de la publication au Registre de Commerce et des Sociétés au Luxembourg du procès-verbal des décisions de l'Associé Unique de la société absorbante qui approuvera la fusion, étant entendu que cette date ne peut être antérieure à l'accomplissement du contrôle de légalité de la réalisation de la fusion visé à l'article 271 (2) de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales (telle qu'elle a été modifiée) par le notaire luxembourgeois.

La date à partir de laquelle les 10.246.000 parts sociales nouvelles de la société absorbante donneront droit de participer aux bénéfices de la société absorbante sera la date de la publication au Registre de Commerce et des Sociétés au Luxembourg du procès-verbal des décisions de l'Associé Unique de la société absorbante qui approuvera la fusion.

Toutefois, il est précisé, conformément aux dispositions de l'article L. 236-4 du Code de commerce français et de l'article 261 (2) e) de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales (telle qu'elle a été modifiée), que ladite fusion prendra effet comptablement rétroactivement au 31 janvier 2015.

En conséquence, les opérations, tant actives que passives, engagées par la société absorbée, à compter du 31 janvier 2015 et jusqu'au jour de la date de prise d'effet juridique définitive de la fusion, seront considérées d'un point de vue comptable, de plein droit, comme l'ayant été pour le compte de la société absorbante.

Les comptes de la société absorbée afférents à cette période seront remis à la société absorbante par les responsables légaux de la société absorbée.

Enfin, la société absorbante sera subrogée purement et simplement, d'une manière générale, dans tous les droits, actions, obligations et engagements divers de la société absorbée, dans la mesure où ces droits, actions, obligations et engagements se rapportent aux biens faisant l'objet du présent apport.

La fusion ne produira pas d'effet sur l'emploi, étant donné que, ni la société absorbante, ni la société absorbée n'ont d'employés.

Chapitre III - Charges, Conditions et engagements

Les biens apportés sont libres de toutes charges, conditions et engagements autres que ceux ici rappelés:

I. Charges et conditions générales concernant la société absorbante.

1. La société absorbante prendra les biens apportés par la société absorbée dans l'état où ils se trouveront à la date de réalisation de la fusion, sans pouvoir exercer aucun recours contre la société absorbée, pour quelque cause que ce soit, notamment pour erreur dans la désignation ou dans la contenance des biens, quelle qu'en soit l'importance.

2. Ainsi qu'il a déjà été dit, l'apport de la société absorbée est consenti et accepté moyennant la charge pour la société absorbante de payer l'intégralité du passif de la société absorbée, tel qu'énoncé plus haut et, d'une manière générale, tel que ce passif existera au jour de la réalisation définitive de la fusion.

Il est précisé ici que le montant ci-dessus indiqué du passif de la société absorbée à la date du 30 janvier 2015, donné à titre purement indicatif, ne constitue pas une reconnaissance de dettes au profit de prétendus créanciers qui seront tenus, dans tous les cas, d'établir leurs droits et de justifier de leurs titres.

3. Enfin, la société absorbante prendra à sa charge les passifs qui n'auraient pas été comptabilisés et transmis en vertu du présent acte, ainsi que les passifs ayant une cause antérieure au 30 janvier 2015, mais qui ne se révéleraient qu'après la réalisation définitive de la fusion.

II. Autres charges et conditions concernant la société absorbante.

1. La société absorbante aura tous pouvoirs, dès la réalisation de la fusion, notamment pour tenter ou défendre toutes actions judiciaires en cours ou nouvelles, en lieu et place de la société absorbée et relatives aux biens apportés, pour donner tous acquiescements à toutes décisions, pour recevoir ou payer toutes sommes dues en suite des sentences ou transactions.

2. Conformément à l'article 261 (2) f) de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales (telle qu'elle a été modifiée), la société absorbante confirme qu'il n'existe pas de droits spéciaux attribués à son Associé Unique ou à tous porteurs de titres autres que des parts sociales.

3. Conformément à l'article 261 (2) g) de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales (telle qu'elle a été modifiée), la société absorbante confirme qu'il n'y a pas d'avantages particuliers attribués aux experts indépendants, aux membres du Conseil de Gérance, aux réviseurs ou aux commissaires aux comptes de la société absorbante.

4. La société absorbante supportera et acquittera, à compter du jour de la réalisation de la fusion, les impôts et taxes, primes et cotisations d'assurances, ainsi que toutes charges quelconques, ordinaires ou extraordinaires, grevant ou pouvant grever les biens et droits apportés et celles qui sont ou seront inhérentes à l'exploitation ou à la propriété des biens apportés.

5. La société absorbante se conformera aux lois, décrets, arrêtés, règlements et usages concernant les exploitations de la nature de celle dont font partie les biens apportés et fera son affaire personnelle de toutes autorisations qui pourraient être nécessaires.

6. La société absorbante sera subrogée, à compter de la date de réalisation définitive de la fusion, dans le bénéfice et la charge des contrats de toute nature liant valablement la société absorbée à des tiers pour l'exploitation de son activité.

Elle fera son affaire personnelle de l'obtention de l'agrément par tous tiers à cette subrogation, la société absorbée s'engageant, pour sa part, à entreprendre, chaque fois que cela sera nécessaire, les démarches en vue du transfert de ces contrats.

III. Engagements de la société absorbée.

1. La société absorbée s'oblige, jusqu'à la date de réalisation de la fusion, à poursuivre l'exploitation de son activité en bon père de famille ou en bon commerçant et à ne rien faire, ni laisser faire, qui puisse avoir pour conséquence d'entraîner sa dépréciation.

De plus, jusqu'à la date de réalisation de la fusion, la société absorbée s'oblige à n'effectuer aucun acte de disposition de son patrimoine social sur des biens, objets du présent apport, en dehors des opérations sociales courantes, sans l'accord de la société absorbante et à ne contracter aucun emprunt exceptionnel sans le même accord.

2. Elle s'oblige à fournir à la société absorbante tous les renseignements dont cette dernière pourrait avoir besoin, à lui donner toutes signatures et à lui apporter tous concours utiles pour lui assurer, vis-à-vis de quiconque, la transmission des biens et droits compris dans l'apport et l'entier effet de la présente convention. Elle devra, notamment, à première réquisition de la société absorbante, faire établir tous actes complémentaires, réitératifs ou confirmatifs du présent apport et fournir toutes justifications et signatures qui pourraient être nécessaires ultérieurement.

3. Elle s'oblige à remettre et à livrer à la société absorbante, aussitôt après la réalisation de la présente fusion, tous les biens et droits ci-dessus apportés, ainsi que tous titres et documents de toute nature s'y rapportant.

4. Conformément à l'article 261 (2) g) de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales (telle qu'elle a été modifiée), la société absorbée confirme qu'il n'y a pas d'avantages particuliers attribués au Commissaire aux apports, aux membres du Directoire ou du Conseil de Surveillance ou au commissaire aux comptes de la société absorbée.

Chapitre IV - Conditions suspensives

La présente fusion est soumise aux conditions suspensives suivantes:

- Approbation du présent projet de fusion par l'Actionnaire Unique de la société absorbée.
- Approbation du présent projet de fusion par l'Associé Unique de la société absorbante.
- Vérification de la légalité de la réalisation de la fusion conformément à l'article 271 (2) de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales (telle qu'elle a été modifiée) par un notaire luxembourgeois compétent;
- Publication au Registre de Commerce et des Sociétés au Luxembourg du procès-verbal des décisions de l'Associé Unique de la société absorbante ayant approuvé la fusion.

La réalisation des deux premières conditions suspensives sera suffisamment établie, vis-à-vis de quiconque, par la remise de copies ou d'extraits certifiés conformes des procès-verbaux des décisions de l'Actionnaire Unique de la société absorbée et de l'Associé Unique de la société absorbante.

La société absorbée se trouvera dissoute de plein droit à la date de la publication au Registre de Commerce et des Sociétés au Luxembourg du procès-verbal des décisions de l'Associé Unique de la société absorbante ayant approuvé la fusion visé à la quatrième condition suspensive.

Il ne sera procédé à aucune opération de liquidation, du fait de la transmission à la société absorbante de la totalité de l'actif et du passif de la société absorbée.

Chapitre V - Déclarations générales

La société absorbée déclare:

- Qu'elle n'a jamais été en état de cessation des paiements, n'a jamais fait l'objet d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire, n'a jamais fait l'objet d'une procédure collective et, de manière générale, qu'elle a la pleine capacité de disposer de ses droits et biens;
- Qu'elle n'est actuellement, ni susceptible d'être ultérieurement, l'objet d'aucune poursuite pouvant entraver ou interdire l'exercice de son activité;
- Qu'elle a obtenu ou aura obtenu à la date de réalisation de la fusion toutes les autorisations contractuelles, administratives ou autres qui pourraient être nécessaires pour assurer valablement la transmission des biens apportés;
- Que les créances apportées sont de libre disposition; qu'elles ne sont grevées d'aucun nantissement ou inscription quelconque;
- Que son patrimoine n'est menacé d'aucune mesure d'expropriation.

Chapitre VI - Dispositions fiscales

I. Date d'effet fiscal. Conformément aux dispositions de l'article L. 236-4 du Code de commerce français et de l'article 261 (2) e) de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales (telle qu'elle a été modifiée), la fusion prendra effet, d'un point de vue fiscal, rétroactivement au 31 janvier 2015.

II. Droits d'enregistrement. La fusion sera soumise au droit fixe d'enregistrement des apports purs et simples de 500 euros, conformément à l'article 816 I. du Code général des impôts (CGI).

III. Impôts directs. La présente fusion sera placée sous le régime de droit commun.

IV. TVA. Toutes les conséquences de la présente fusion seront tirées en matière de TVA, dès lors que la société absorbante et la société absorbée ne sont pas assujetties à la TVA à la date de réalisation de l'opération.

La société absorbée étant une société holding pure, la présente fusion n'entraînera aucune régularisation en matière de TVA.

Chapitre VII - Dispositions diverses

I. Formalités.

1. La société absorbante remplira, dans les délais légaux, toutes formalités légales de publicité et dépôts légaux relatifs aux apports.

2. Elle fera son affaire personnelle des déclarations et formalités nécessaires auprès de toutes administrations qu'il appartiendra, pour faire mettre à son nom les biens apportés.

Elle fera également son affaire personnelle, le cas échéant, des significations devant être faites, conformément à l'article 1690 du Code civil, aux débiteurs des créances apportées.

3. Elle remplira, d'une manière générale, toutes formalités nécessaires, en vue de rendre opposable aux tiers la transmission des biens à elle apportés.

II. Désistement. La société absorbée déclare se désister purement et simplement de tous droits de privilège et d'action résolutoire pouvant lui profiter sur les biens ci-dessus apportés pour garantir l'exécution des charges et conditions imposées à la société absorbante, aux termes du présent acte.

En conséquence, elle dispense expressément de prendre inscription au profit de la société absorbée, pour quelque cause que ce soit.

III. Remise de titres. Il sera remis à la société absorbante, lors de la réalisation de la présente fusion, les originaux des actes constitutifs et modificatifs de la société absorbée, ainsi que les livres de comptabilité, les titres de propriété et tous contrats, archives, pièces ou autres documents relatifs aux biens et droits apportés.

IV. Frais. Tous les frais, droits et honoraires auxquels donne ouverture la fusion, ainsi que tous ceux qui en seront la suite et la conséquence, seront supportés par la société absorbante.

V. Election de domicile. Pour l'exécution des présentes et leurs suites et pour toutes significations et notifications, la société absorbante et la société absorbée élisent domicile en leurs sièges sociaux respectifs.

VI. Pouvoirs. Tous pouvoirs sont dès à présent expressément donnés:

- aux représentants légaux de la société absorbante et la société absorbée, ès-qualités, à l'effet, s'il y avait lieu, de faire le nécessaire au moyen de tous actes complémentaires ou supplétifs;
- aux porteurs d'originaux ou d'extraits certifiés conformes des présentes et de toutes pièces constatant la réalisation définitive de la fusion, pour exécuter toutes formalités et faire toutes déclarations, significations, tous dépôts, inscriptions, publications et autres.

Fait à Paris, le 30 juin 2015,

Pour la société absorbante / Pour la société absorbée

Richard Finlow / Richard Finlow

Annexe 1. Statuts de la société absorbante

The undersigned Martine SCHAEFFER, notary, residing in Luxembourg, hereby certifies that pursuant to an incorporation deed of this day, the company named GHS S.à r.L, Société à responsabilité limitée, with registered office at 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, is duly constituted and pursuant to Luxembourg law, the company exist and can make all operations from the date of its incorporation.

The subscribed capital of the company is fixed at EUR 12,500 (twelve thousand five hundred euro), represented by 12,500 (twelve thousand five hundred) shares having a nominal value of EUR 1 (one euro) each, all fully subscribed and entirely paid up, so that such amount is at the free disposal of the Company.

Pursuant to article 3 of the Articles of Incorporation

3. Object.

3.1 The object of the Company is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the management of such participations. The Company may in particular acquire by subscription, purchase, and exchange or in any other manner any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. The Company shall be considered as a "Société de Participations Financières" according to the applicable provisions.

3.2 It may further invest in the acquisition, licensing and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever.

3.3 The Company may borrow in any form except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may lend funds including, without limitation, the proceeds of any borrowings and/or issues of debt or equity securities to its subsidiaries, affiliated companies and/or any other companies or persons that may or may not be shareholders of the Company to the extent permitted under Luxembourg law. The Company may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or over some of its assets to guarantee its own obligations and undertakings and/or obligations and undertakings of any other companies or persons that may or may not be shareholders of the Company, and, generally, for its own benefit and/or the benefit of any other companies or persons that may or may not be shareholders of the Company.

3.4 The Company may generally employ any techniques and instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

3.5 The Company may buy, sell, exchange, finance, lease, Improve, demolish, construct for its own account, develop, divide and manage any real estate or real estate companies.

3.6 The Company may furthermore import and sell disposable lighters to wholesalers and distributors.

3.7 The Company may carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions with respect to real estate or movable property, which directly or indirectly favour or relate to its object.

Pursuant to articles 7,8 and 10 of the Articles of Incorporation

7. Board of managers..

7.1 The Company is managed by one or more managers appointed by a resolution of the single shareholder or the general meeting of shareholders which sets the term of their office. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers. The manager(s) need not to be shareholders).

7.2 The managers may be dismissed at any time ad nutum (without any reason).

7.3 The shareholder(s) may decide to appoint one or several Class A managers and one or several Class B managers.

8. Powers of the board of managers.

8.1 All powers not expressly reserved by the Law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the single manager or, if the Company is managed by more than one manager, the board of managers, which shall have all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object.

8.2 Subject to article 8.3 special and limited powers may be delegated for specified matters to one or more persons, whether shareholders or not, by any manager of the Company.

8.3 If the shareholders) have appointed one or several Class A managers and one or several Class B managers, special and limited powers may be delegated for specified matters to one or more persons, whether shareholders or not, only by any Class A manager acting jointly with any Class B manager.

10. Representation.

10.1 Subject to article 10.2, the Company shall be bound towards third parties in all matters by the signature of any manager of the Company or by the signature of any persons to whom such signatory power has been validly delegated in accordance with article 8.2 and 8.3 of these Articles.

10.2 If the shareholders) have appointed one or several Class A managers and one or several Class B managers, the Company will be bound towards third parties by the joint signature of any Class A manager with any Class B manager.

RESOLUTIONS TAKEN BY THE SHAREHOLDERS AFTER THE INCORPORATION

1. The members resolved to set the number of managers at three (3) and further resolved

(i) to appoint the following persons as A managers for an unlimited period:

- William Gregory Booth, born on 15 March 1948 in Pennsylvania, USA, residing professionally at 33 Barbour Street, Bradford, PA 16701, USA

- Richard Albert Finlow, born on 27 January 1968 in Cali, residing professionally at 10, Barley Mow Passage, The Barley Mow Centre, W4 4PH London, United Kingdom

(ii) to appoint the following person as B manager for an unlimited period:

- Ralph Hendrikus Heijder, born on 16 March 1978 in Oss, residing professionally at L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

2. The registered office shall be at L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

Luxembourg, January 30, 2015.

CERTIFIED TRUE COPY OF THE ORIGINAL

For certification

Martine SHAEFFER

Notary

In the year two thousand and fifteen, on the thirtieth (30th) day of January;

Before the undersigned notary Maître Martine Schaeffer, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

ZIPPO Manufacturing Company, a company incorporated and existing under the laws of the Commonwealth of Pennsylvania, with head office at 33 Barbour Street, Bradford, PA 16701, USA,

here represented by Mr Gianpiero SADDI, by virtue of a proxy given in Bradford, USA on January 28, 2015

Said proxy after having been initialled "ne varietur" by the proxyholders and the undersigned notary shall remain attached to the present deed.

Such appearing person, represented as stated above, has required the officiating notary to enact the articles of association of a limited liability company (société à responsabilité limitée), which he deems to incorporate, as follows:

I. Name - Registered office - Object - Duration

1. Name. There is formed a private limited liability company (société à responsabilité limitée) under the name GHS S.à r.l. (hereafter the "Company"), which will be governed by the laws of Luxembourg, in particular by the law dated 10 August

1915 on commercial companies, as amended (hereafter the "Law"), as well as by the present articles of association (hereafter the "Articles").

2. Registered office.

2.1 The registered office of the Company is established in Luxembourg-City, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the single manager, or as the case may be, by the board of managers of the Company. The registered office may further be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the single shareholder or the general meeting of shareholders adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

2.2 Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the single manager, or as the case may be, the board of managers of the Company. Where the single manager or the board of managers of the Company determines that extraordinary political or military developments or acts of god events have occurred or are imminent and that these developments or events would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

3. Object.

3.1 The object of the Company is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the management of such participations. The Company may in particular acquire by subscription, purchase, and exchange or in any other manner any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever, it may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. The Company shall be considered as a "Société de Participations Financières" according to the applicable provisions.

3.2 It may further invest in the acquisition, licensing and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever.

3.3 The Company may borrow in any form except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may lend funds including, without limitation, the proceeds of any borrowings and/or issues of debt or equity securities to its subsidiaries, affiliated companies and/or any other companies or persons that may or may not be shareholders of the Company to the extent permitted under Luxembourg law. The Company may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or over some of its assets to guarantee its own obligations and undertakings and/or obligations and undertakings of any other companies or persons that may or may not be shareholders of the Company, and, generally, for its own benefit and/or the benefit of any other companies or persons that may or may not be shareholders of the Company.

3.4 The Company may generally employ any techniques and instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

3.5 The Company may buy, sell, exchange, finance, lease, improve, demolish, construct for its own account, develop, divide and manage any real estate or real estate companies.

3.6 The Company may furthermore import and sell disposable lighters to wholesalers and distributors.

3.7 The Company may carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions with respect to real estate or movable property, which directly or indirectly favour or relate to its object.

4. Duration.

4.1 The Company is formed for an unlimited period of time.

4.2 The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, Incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several of the shareholders.

II. Capital - Shares

5. Capital.

5.1 The Company's corporate capital is fixed at EUR 12,500 (twelve thousand five hundred Euro) represented by 12,500 (twelve thousand five hundred) shares in registered form with a par value of one Euro (EUR 1,-) each, all subscribed and fully paid-up.

5.2 The share capital of the Company may be increased or reduced in one or several times by a resolution of the single shareholder or, as the case may be, by the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

6. Shares.

6.1 Each share entitles the holder to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

6.2 Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

6.3 Shares are freely transferable among shareholders or, if there is no more than one shareholder, to third parties.

If the Company has more than one shareholder, the transfer of shares to non-shareholders is subject to the prior approval of the general meeting of shareholders representing at least three quarters of the share capital of the Company.

A share transfer will only be binding upon the Company or third parties following a notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the civil code.

For all other matters, reference is being made to articles 189 and 190 of the Law.

6.4 A shareholders' register will be kept at the registered office of the Company in accordance with the provisions of the Law and may be examined by each shareholder who so requests.

6.5 The Company may redeem its own shares within the limits set forth by the Law.

III. Management - Representation

7. Board of managers.

7.1 The Company is managed by one or more managers appointed by a resolution of the single shareholder or the general meeting of shareholders which sets the term of their office. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers. The manager(s) need not to be shareholder(s).

7.2 The managers may be dismissed at any time ad nutum (without any reason).

7.3 The shareholders) may decide to appoint one or several Class A managers and one or several Class B managers.

8. Powers of the board of managers.

8.1 All powers not expressly reserved by the Law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the single manager or, if the Company is managed by more than one manager, the board of managers, which shall have all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object.

8.2 Subject to article 8.3 special and limited powers may be delegated for specified matters to one or more persons, whether shareholders or not by any manager of the Company.

8.3 If the shareholders) have appointed one or several Class A managers and one or several Class B managers, special and limited powers may be delegated for specified matters to one or more persons, whether shareholders or not, only by any Class A manager acting jointly with any Class B manager.

9. Procedure.

9.1 The board of managers shall meet as often as the Company's interests so require or upon call of any manager at the place indicated in the convening notice.

9.2 Written notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers at least 24 (twenty-four) hours in advance of the date set for such meeting, except in case of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening notice of the meeting of the board of managers.

9.3 The notice period may be waived by the consent in writing, whether in original, by telegram, telex, facsimile or e-mail, of each member of the board of managers of the Company or if all the members of the board of managers of the Company are present or represented at the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda of the meeting.

9.4 Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing another manager as his proxy.

9.5 The Board can validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented. Resolutions of the Board are validly taken by a majority of the votes of the managers present or represented provided that, if the shareholders) have appointed one or several Class A managers and one or several Class B managers, at least one Class A manager and one Class B manager (in each case, whether in person or by proxy) votes in favour of the resolution. The chairman shall not be entitled to a second or casting vote.

9.6 The resolutions of the board of managers will be recorded in minutes signed by all the managers present at the meeting.

9.7 Any manager may participate in any meeting of the board of managers by telephone or video conference call or by any other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear and speak to each other. The participation in a meeting by these means is deemed equivalent to a participation in person at such meeting.

9.8 In cases of urgency, circular resolutions signed by all the managers shall be valid and binding in the same manner as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter, PDF or facsimile.

10. Representation.

10.1 Subject to article 10.2, the Company shall be bound towards third parties in all matters by the signature of any manager of the Company or by the signature of any persons to whom such signatory power has been validly delegated in accordance with article 8.2 and 8.3 of these Articles.

10.2 If the shareholder(s) have appointed one or several Class A managers and one or several Class B managers, the Company will be bound towards third parties by the joint signature of any Class A manager with any Class B manager.

11. Liability of the managers. The managers assume, by reason of their mandate, no personal liability in relation to any commitment validly made by them in the name of the Company, provided such commitment is in compliance with these Articles as well as the applicable provisions of the Law.

IV. General meetings of shareholders

12. Powers and Voting rights.

12.1 The single shareholder assumes all powers conferred by the Law to the general meeting of shareholders.

12.2 Each shareholder has voting rights commensurate to its shareholding.

12.3 Each shareholder may appoint any person or entity as his attorney pursuant to a written proxy given by letter, telegram, telex, facsimile or e-mail, to represent him at the general meetings of shareholders.

13. Form - Quorum - Majority.

13.1 If there are not more than twenty-five shareholders, the decisions of the shareholders may be taken by circular resolution, the text of which shall be sent to all the shareholders in writing, whether in original or by telegram, telex, facsimile or e-mail. The shareholders shall cast their vote by signing the circular resolution. The signatures of the shareholders may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or facsimile.

13.2 Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

13.3 However, resolutions to alter the Articles or to dissolve and liquidate the Company may only be adopted by the majority of the shareholders owning at least three quarters of the Company's share capital.

V. Annual accounts - Allocation of profits

14. Accounting year.

14.1 The accounting year of the Company shall begin on the first day of January of each calendar year and end on December 31 of the same year.

14.2 Each year, with reference to the end of the Company's year, the single manager or, as the case may be, the board of managers must prepare the balance sheet and the profit and loss accounts of the Company as well as an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarizing all the Company's commitments and the debts of the managers, the statutory auditor(s) (if any) and shareholders towards the Company.

14.3 Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

15. Allocation of profits.

15.1 The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortization and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is allocated to the statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital.

15.2 The general meeting of shareholders has discretionary power to dispose of the surplus. It may in particular allocate such profit to the payment of a dividend or transfer it to the reserve or carry it forward.

15.3 The general meeting of shareholders may decide to pay interim dividends on the basis of statements of accounts prepared by the managers showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits realised either since the end of the last fiscal year increased by profits carried forward and distributable reserves, including share premium, but decreased by losses carried forward or, where the distribution is to be made during the first financial year of the Company, since the date of incorporation of the Company but, in either case, decreased by sums to be allocated to a reserve to be established by law or by these Articles.

VI. Dissolution - Liquidation

In the event of a dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, who do not need to be shareholders, appointed by a resolution of the single shareholder or the general meeting of shareholders which will determine their powers and remuneration. Unless otherwise provided for in the resolution of the shareholder(s) or by law, the liquidators shall be invested with the broadest powers for the realization of the assets and payments of the liabilities of the Company.

The surplus resulting from the realization of the assets and the payment of the liabilities of the Company shall be paid to the shareholder or, in the case of a plurality of shareholders, the shareholders in proportion to the shares held by each shareholder in the Company.

VII. General provision

Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Transitional dispositions

1. - The first accounting year will begin on the date of the formation of the Company and will end on December 31, 2015.
2. - The first annual general meeting will be held in the year 2016.

Subscription and Payment

The articles of association of the Company having thus been drawn up by the appearing party, this party has subscribed all the corporate units and has paid in cash the amounts mentioned hereafter.

Member	Subscribed and fully paid in capita lin EUR	Number of shares
ZIPPO Manufacturing Company	12,500	12,500
Total:	12,500	12,500

Proof of all such payments has been given to the undersigned notary who states that the conditions provided for in article 183 of the law of August 10th, 1915 on commercial companies, as amended, have been observed.

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately EUR 1200.

Resolutions of the members

The members, represented as here above stated and who represents the entire corporate capital, has taken immediately the following resolutions:

1. The members resolved to set the number of managers at three (3) and further resolved

(i) to appoint the following persons as A managers for an unlimited period:

- William Gregory Booth, born on 15 March 1948 in Pennsylvania, USA, residing professionally at 33 Barbour Street, Bradford, PA 16701, USA
- Richard Albert Finlow, bom on 27 January 1968 in Cali, residing professionally at 10, Barley Mow Passage, The Barley Mow Centre, W4 4PH London, United Kingdom

(ii) to appoint the following person as B manager for an unlimited period:

- Ralph Hendrikus Heijder, bom on 16 March 1978 in Oss, residing professionally at L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

2. The registered office shall be at L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the proxy holder of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same proxy holder and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

Whereof, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document

The document having been read to the proxy holder of the appearing party, the said proxy holder signed together with this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le trente (30) janvier;

Pardevant Nous Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), sous-signé;

ONT COMPARU:

ZIPPO Manufacturing Company, une société constituée et existante sous la loi du Commonwealth of Pennsylvania, avec siège social à 33 Barbour Street, Bradford. PA 16701. Etats Unis.

ici représentée par Monsieur Gianpiero SADDI, clerc du notaire, avec adresse professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Bradford, Etats Unis, le 28 janvier 2015,

Laquelle procuration, après signature ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentaire, restera annexées au présent acte pour être enregistrées en même temps.

Lequel comparant à, par son mandataire, arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'ils vont constituer entre eux.

I. Dénomination - Siège social - Objet social - Durée

1. Dénomination. Il est établi une société à responsabilité limitée sous la dénomination GHS S.à r.l. (ci-après la "Société"), qui sera régie par les lois du Luxembourg, en particulier par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après la "Loi") et par les présents statuts (ci-après les "Statuts").

2. Siège social.

2.1 Le siège social est établi à Luxembourg-Ville, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans les limites de la commune de Luxembourg par décision du gérant unique ou, le cas échéant, par le conseil de gérance de la Société. Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

2.2 Il peut être créé par décision du gérant unique ou, le cas échéant, du conseil de gérance, des succursales, filiales ou bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger. Lorsque le gérant unique ou le conseil de gérance estime que des événements extraordinaires d'ordre politique, militaire ou cas de force majeure se sont produits ou sont imminents, et que ces événements seraient de nature à compromettre l'activité normale de la Société à son siège social ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n'auront toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société qui, en dépit du transfert de son siège social, restera une société luxembourgeoise.

3. Objet social.

3.1 La Société a pour objet la prise de participation, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes les sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit et la gestion de ces sociétés ou entreprises ou participations. La Société pourra en particulier acquérir par souscription, achat, et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette et en général toutes valeurs ou instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle pourra participer dans la création, le développement, la gestion et le contrôle de toute société ou entreprise. La Société sera considérée comme une Société de Participations Financières selon les mesures en vigueur.

3.2 Elle pourra en outre investir dans l'acquisition, l'exploitation et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

3.3 La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de parts sociales et obligations et d'autres titres représentatifs d'emprunts et/ou de créances. La Société pourra prêter des fonds, en ce compris, sans limitation, ceux résultant des emprunts et/ou des émissions d'obligations ou de valeurs, à ses filiales, sociétés affiliées et/ou toute autre société ou personne qui peuvent être associés ou non de la Société, dans la limite de ce qui est permis par la loi luxembourgeoise. La Société pourra aussi donner des garanties et nantir, transférer, grever ou créer de toute autre manière et accorder des sûretés sur toutes ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et engagements et/ou obligations et engagements de toute autre société ou personne qui peuvent être associés ou non de la Société, et, de manière générale, en sa faveur et/ou en faveur de toute autre société ou personne qui peuvent être associés ou non de la Société.

3.4 La Société peut, d'une manière générale, employer toutes techniques et instruments liés à des investissements en vue d'une gestion efficace, y compris des techniques et instruments destinés à la protéger contre les créanciers, fluctuations monétaires, fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

3.5 La société pourra acheter, vendre, échanger, financer, louer, améliorer, démolir, construire pour son propre compte, développer, diviser et gérer tous biens immobiliers ou sociétés immobilières.

3.6 La société pourra importer et vendre des briquets à des grossistes et distributeurs.

3.7 La Société pourra accomplir toutes opérations commerciales, financières ou industrielles, ainsi que toutes transactions se rapportant à la propriété immobilière ou mobilière, qui directement ou indirectement favorisent ou se rapportent à la réalisation de son objet social.

4. Durée.

4.1 La Société est constituée pour une durée illimitée.

4.2 La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de l'interdiction, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant l'un ou plusieurs associés.

II. Capital - Parts sociales

5. Capital.

5.1 Le capital de la Société est fixé à douze mille cinq cent Euro (EUR 12.500), représenté par douze mille cinq cent (12.500) parts sociales sous forme nominative d'une valeur nominale d'un Euro (EUR 1) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

5.2 Le capital social de la Société pourra être augmenté ou réduit en une seule ou plusieurs fois par résolution de l'associé unique ou, le cas échéant, de l'assemblée générale des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

6. Parts sociales.

6.1 Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

6.2 Envers la Société, les parts sociales de la Société sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

6.3 Les parts sociales sont librement transmissibles entre associés et, en cas d'associé unique, à des tiers.

En cas de pluralité d'associés, la cession de parts sociales à des non-associés n'est possible qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

La cession de parts sociales n'est opposable à la Société ou aux tiers qu'après qu'elle aura été notifiée à la Société ou acceptée par elle en conformité avec les dispositions de l'article 1690 du code civil.

Pour toutes autres questions, il est fait référence aux dispositions des articles 189 et 190 de la Loi.

6.4 Un registre des associés sera tenu au siège social de la Société conformément aux dispositions de la Loi ou il pourra être consulté par chaque associé.

6.5 La Société peut procéder au rachat de ses propres parts sociales dans les limites et aux conditions prévues par la Loi.

III. Gestion - Représentation

7. Conseil de gérance.

7.1 La Société est gérée par un ou plusieurs gérants qui seront nommés par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés, lequel/laquelle fixera la durée de leur mandat. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un conseil de gérance. Le(s) gérant(s) n' (ne) est (sont) pas nécessairement associé(s).

7.2 Les gérants sont révocables n'importe quand ad nutum (sans aucune raison).

7.3 L'associé unique ou les associés, selon le cas, pourront nommer un ou plusieurs gérants de Classe A et un ou plusieurs gérants de Classe B.

8. Pouvoirs du conseil de gérance.

8.1 Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les présents Statuts seront de la compétence du gérant ou, si la Société est gérée par plus qu'un gérant, du conseil de gérance, lequel aura tous pouvoirs pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformes à l'objet social de la Société.

8.2 Sous réserve des dispositions de l'article 8.3, des pouvoirs spéciaux et limités pour des tâches spécifiques peuvent être délégués à une ou plusieurs personnes, qu'elles soient associés ou non, par tout gérant de la Société.

8.3 Si les associés ont nommés un ou plusieurs gérants de Classe A et un ou plusieurs gérants de Classe B, des pouvoirs spéciaux et limités pour des tâches spécifiques ne peuvent être délégués à une ou plusieurs personnes, qu'elles soient associés ou non, que par tout gérant de Classe A agissant conjointement avec tout gérant de Classe B.

9. Procédure.

9.1 Le conseil de gérance se réunira aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige ou sur convocation d'un des gérants au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

9.2 Il sera donné à tous les gérants un avis écrit de toute réunion du conseil de gérance au moins 24 (vingt-quatre) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature (et les motifs) de cette urgence seront mentionnés brièvement dans l'avis de convocation de la réunion du conseil de gérance.

9.3 Il peut être renoncé à la période de convocation avec raccord de chaque membre du conseil de gérance de la Société donné par écrit soit en original, soit par télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique, ou si tous les membres du conseil de gérance de la Société sont présents ou représentés lors de la réunion et déclarent avoir été dûment informés de la réunion et de son ordre du jour.

9.4 Tout gérant pourra se faire représenter aux réunions du conseil de gérance en désignant par écrit un autre gérant comme son mandataire.

9.5 Le conseil de gérance ne pourra délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés. Les décisions du conseil de gérance ne sont prises valablement qu'à la majorité des voix à la condition que, si l'associé unique ou les associés ont nommés un ou plusieurs gérants de Classe A et un ou plusieurs gérants de Classe B, au moins un gérant de Classe A et un gérant de Classe B (à chaque fois soit en personne soit par procuration) votent en faveur de la résolution. Le Président ne dispose pas d'une seconde voix ou d'une voix prépondérante.

9.6 Les procès-verbaux des réunions du conseil de gérance seront signés par tous les gérants présents à la réunion.

9.7 Tout gérant peut participer à la réunion du conseil de gérance par téléphone ou vidéo conférence ou par tout autre moyen de communication similaire, ayant pour effet que toutes les personnes participant à la réunion puissent s'entendre et se parler. La participation à la réunion par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à la réunion.

9.8 En cas d'urgence, les résolutions circulaires signées par tous les gérants seront considérées comme étant valablement adoptées comme si une réunion du conseil de gérance dûment convoquée avait été tenue. Les signatures des gérants peuvent être apposées sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique, envoyées par lettre, copie PDF ou télécopie.

10. Représentation.

10.1 Sous réserve des dispositions de l'article 10.2, la Société est engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances par la seule signature d'un gérant ou par la signature de toutes personnes à qui de tels pouvoirs de signature ont été valablement délégués conformément aux articles 8.2 et 8.3 des Statuts.

10.2 Si l'associé unique ou les associés ont nommé un ou plusieurs gérants de Classe A et un ou plusieurs gérants de Classe B, la Société sera engagée, vis-à-vis des tiers, par la signature conjointe de tout gérant de Classe A et de tout gérant de Classe B.

11. Responsabilités des gérants. Les gérants ne contractent, en raison de leur mandat, aucune obligation personnelle relativement à tout engagement valablement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où un tel engagement est en conformité avec les Statuts et les dispositions de la Loi.

IV. Assemblée générale des associés

12. Pouvoirs et Droits de vote.

12.1 L'associé unique exerce tous les pouvoirs qui sont attribués par la Loi à l'assemblée générale des associés.

12.2 Chaque associé possède des droits de vote proportionnels au nombre de parts sociales détenues par lui.

12.3 Tout associé pourra se faire représenter aux assemblées générales des associés de la Société en désignant par écrit, soit par lettre, télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique une autre personne ou entité comme mandataire.

13. Forme - Quorum - Majorité.

13.1 Lorsque le nombre d'associés n'excède pas vingt-cinq associés, les décisions des associés pourront être prises par résolution circulaire dont le texte sera envoyé à chaque associé par écrit, soit en original, soit par télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique. Les associés exprimeront leur vote en signant la résolution circulaire. Les signatures des associés apparaîtront sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique envoyée(s) par lettre ou télécopie.

13.2 Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social.

13.3 Toutefois, les résolutions prises pour la modification des Statuts ou pour la dissolution et la liquidation de la Société seront prises à la majorité des voix des associés représentant au moins les trois quarts du capital social de la Société.

V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices

14. Exercice social.

14.1 L'exercice social commence le 1^{er} janvier de chaque année et se termine le 31 décembre de la même année.

14.2 Chaque année, à la fin de l'exercice social de la Société, le gérant unique ou, le cas échéant, le conseil de gérance, doit préparer le bilan et les comptes de profits et pertes de la Société, ainsi qu'un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société, avec une annexe résumant tous les engagements de la Société et les dettes des gérants, commissaire(s) aux comptes (si tel est le cas), et associés envers la Société.

14.3 Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social de la Société.

15. Affectation des bénéfices.

15.1 Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net. Il sera prélevé cinq pour cent (5%) sur le bénéfice net annuel de la Société qui sera affecté à la réserve légale jusqu'à ce que cette réserve atteigne dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

15.2 L'assemblée générale des associés décidera discrétionnairement de l'affectation du solde restant du bénéfice net annuel. Elle pourra en particulier attribuer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à la réserve ou le reporter.

15.3 L'assemblée générale des associés peut décider de distribuer des dividendes intérimaires sur la base d'un état comptable préparé par les gérants dont il ressort que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, comprenant la prime d'émission, mais diminué des pertes reportées ou, lorsque la distribution a lieu lors du premier exercice social de la Société, depuis la date de constitution de la Société mais, dans tous les cas, diminué des sommes à allouer à la réserve légale établie en fonction de la loi ou des présents statuts.

VI. Dissolution - Liquidation

En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés qui fixera leurs pouvoirs et rémunération. Sauf disposition contraire prévue dans la résolution du (ou des) gérant(s) ou par la loi, les liquidateurs seront investis des pouvoirs les plus étendus pour la réalisation des actifs et le paiement des dettes de la Société.

Le boni de liquidation résultant de la réalisation des actifs et après paiement des dettes de la Société sera attribué à l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, aux associés proportionnellement au nombre de parts sociales détenues par chacun d'eux dans la Société.

VII. Disposition générale

Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une disposition spécifique par les présents Statuts, il est fait référence à la Loi.

Disposition transitoire

1. La première année sociale débutera à la date du présent acte et se terminera au 31 décembre 2015.
2. La première assemblée générale se tiendra dans l'année 2016.

Souscription - Libération

Les statuts étant donc établis, les parts sociales ont été souscrites et libérées en espèces comme suit:

Associé	Capital souscrit et libéré in EUR	Nombre d'actions
ZIPPO Manufacturing Company	12.500	12.500
Total:	12.500	12.500

Preuve de ces paiements a été apportée au notaire instrumentant qui confirme que les conditions prévues à l'article 183 de la loi du 10 août 1915, telle que modifiée, concernant les sociétés commerciales sont remplies.

Coûts

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution sont estimés à environ [].

Décisions des associés

Les associés de la Société, représentant la totalité du capital social souscrit est représentés comme exposé ci-avant ont immédiatement pris les résolutions suivantes:

1. Les associés ont décidé de fixer le nombre de gérants à trois (3) et
 - (i) de nommer les personnes suivantes comme gérants A pour une durée indéterminée:
 - William Gregory Booth, né le 15 March 1948 à Pennsylvanie, Etats Unis, résident professionnellement à 33 Barbour Street, Bradford, PA 16701, Etats Unis
 - Richard Albert Finlow, né le 27 January 1968 à Cali, résident professionnellement à 10, Barley Mow Passage, The Barley Mow Centre, W4 4PH London, Royaume Uni
 - (ii) de nommer les personnes suivantes comme gérants B pour une durée indéterminée:
 - Ralph Hendrikus Heijder, né le 16 mars 1978 à Oss, résident professionnellement à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
2. Le siège social de la Société est établi à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande du comparant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, à la date spécifiée en tête des présents Statuts.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, le comparant a signé le présent acte avec le notaire.

Annexe 2. Bilan d'ouverture et état comptable intermédiaire de la société absorbante et de la société absorbée au 30 janvier 2015

Interim situation

For the period from January 30 ended may 31, 2015

Balance sheet as at 31 May 2015 Expressed in Euro

GHS S.à.r.l.

	Notes	31 May 2015 EUR
ASSETS		
D. Current assets		12,441.09
IV. Cash at bank, cash in postal cheque accounts, cheques and cash in hand		12,441.09
TOTAL ASSETS		12,441.09
LIABILITIES		
A. Capital and reserves		11,257.38

I. Subscribed capital	12,500.00
VI. Profit or loss for the financial period	(1,242.62)
D. Non subordinated debts	1,183.71
4. Trade creditors	1,183.71
a) becoming due and payable within one year	1,183.71
TOTAL LIABILITIES	<u>12,441.09</u>

*Profit and loss account for the period from 30 January 2015 until 31 May 2015
Expressed in Euro*

	Notes	From 30 January 2015 To 31 May 2015 EUR
A. CHARGES		
2. Other external charges		1,242.62
TOTAL CHARGES		<u>1,242.62</u>
B. INCOME		
13. Loss for the financial period		1,242.62
TOTAL INCOME		<u>1,242.62</u>

Intertrust: Journal Listing by Nominal/Sub-ledger Account with Foreign Currency Totals (v.1.0) 30 January 2015 to 31 May 2015

J-Date	J-No.	Reference	Amount	EUR Running Bal.	EUR Closing Bal.
101		Subscribed capital			
	10100000	Subscribed capital		0.00	-12,500.00
	10100000	Subscribed capital		0.00	-12,500.00
30/1/15	10100000	Share capital	-12,500.00	-12,500.00	
441		Trade payables			
	44111000	Suppliers <= 1 yr		0.00	-1,183.71
	44111001	Schaeffer		0.00	-1,183.71
17/2/15	44111001	Schaeffer Inv - 150298 - Incorp fees	-1.183.71	-1.183.71	
513		Bank current accounts			
	51310000	Bank current accounts		0.00	12,441.09
	51310001	ING - Lu50 0141 4546 4520 3000 - EUR		0.00	12,441.09
30/1/15	51310001	Share capital	12.500.00	12.500.00	
31/3/15	51310001	Bank fees	-29.66	12.470.34	
2/4/15	51310001	Bank fees	-29.25	12,441.09	
613		Commissions and professional fees			
	61333000	Bank account charges		0.00	58.91
31/3/15	61333000	Bank fees	29.66	29.66	
2/4/15	61333000	Bank fees	29.25	58.91	
	61341000	Legal fees		0.00	1,183.71
17/2/15	61341000	Schaeffer Inv - 150298 - Incorp fees	1.183.71	1,183.71	
			1,183.71		
		Statistical Accounts Profit/Loss		0.00	-1,242.62
				0.00	

Retained Earnings Transfer		
Retained Earnings/ Accumulated Results	0.00	1,242.62
	0.00	

Zippo europe SA

Balance Sheet
January 2015 compared to Budget and Previous year in K EUR

	Actual 2015 Jan - ytd	Budget 2015 Jan - ytd	Actual 2014 Jan - ytd
Land & Buildings	0	0	0
- gross	0	0	0
- depreciation	0	0	0
Equipment	0	0	0
- gross	0	0	0
- depreciation	0	0	0
Computer Hardware	0	0	0
- gross	0	0	0
- depreciation	0	0	0
Decorating & Processing equipment	0	0	0
- gross	0	0	0
- depreciation	0	0	0
Other Tangible Fixed assets	0	0	0
- gross	0	0	0
- depreciation	0	0	0
Tangible fixed assets	0	0	0
... denames	0	0	0
- gross	0	0	0
- depreciation	0	0	0
Customer relationships	0	0	0
- gross	0	0	0
- depreciation	0	0	0
Licenses	0	0	0
- gross	0	0	0
- depreciation	0	0	0
Software & Projects	0	0	0
- gross	0	0	0
- depreciation	0	0	0
Intangible fixed assets	0	0	0
Goodwill	0	0	0
- gross	0	0	0
- depreciation	0	0	0
Financial fixed assets	0	0	0
Intercompany receivables: Loans	0	0	0
Investment Zippo SAS	76		76
Investment Zippo GmbH	1.322		1.322
Investments in Group cons. Subsidiary	1.398	0	1.398
Total Non - current Assets	1.398	0	1.398
Inventories - gross	0	0	0
Inventories - in transit	0	0	0
Provision for inventories	0	0	0
Inventories - net	0	0	0
Trade receivables - gross	0	0	0
Provision for bad debts	0	0	0

Trade receivables - net	0	0	0
Intercompany receivables: Curr. Account PFCIBV- B/S	0	0	0
Intercompany receivables: Curr. Account Zippo USA	0	0	0
Intercompany receivables: Curr. Account Zippo SAS - B/S	0	0	0
Intercompany receivables: Curr. Account	0	0	0
Prepayments to suppliers	0	0	0
Deposits	0	0	0
Statt loans & other start advances	0	0	0
VAI recoverable	0	0	0
Other receivables & prepayments	0	0	0
Factoring receivables	0	0	0
Other Receivables & prepayments	0	0	0
Tax prepayments and receivables	237	0	17
Cash & Cash Equivalents	858	0	636
Total Current Assets	<u>1.095</u>	<u>0</u>	<u>653</u>
Total Assets	2.493	0	2.051
Local Shareholders' equity	2.469	0	2.041
Shareholders' Loan	0	0	0
Minority Interests	0	0	0
Reorg. & Restructuring	0	0	0
Pensions	0	0	0
Service and Guarantee	0	0	0
Claims	0	0	0
Provisions - Other	0	0	0
Provisions	0	0	0
Deferred tax liabilities	0	0	0
Mezzanine Loan	0	0	0
A, B & C / Acq facility	0	0	0
Working Capital Line	0	0	0
Overdrafts	0	0	0
Accrued Interest on ABC, Mezz. & W	0	0	0
3 rd Party Borrowings - Other	0	0	0
Reverse factoring payable	0	0	0
Unmatured bills	0	0	0
Buy Out	0	0	0
Derivatives - Hedging Instruments (liabilities)	0	0	0
Derivatives - forward (liabilities)	0	0	0
Financing fees prepayments	0	0	0
Financing fees payable	0	0	0
3 rd Party Borrowings	0	0	0
Total Non - current Liabilities	<u>2.469</u>	<u>0</u>	<u>2.041</u>
Merchandise	0	0	0
Related to COGS, other than merchandise	0	0	0
Trade payables	0	0	0
Intercompany payables: Curr. Account PFC Deutschland GmbH - B/S	0	0	0
Intercompany payables: Curr. Account Zippo USA	0	0	0
Intercompany payables: Curr. Account Zippo SAS	0	0	0
Intercompany payables: Curr. Account	0	0	0
License accruals or payables	0	0	0
Finance lease payables	0	0	0
Earn-out payables	0	0	0
Related to opex	19	0	0
Holiday accruals	0	0	0
Other staff related accruals	0	0	0

VAT payables	0	0	0
Factoring payables	0	0	0
Other payables & accruals	0	0	10
Other payables & accruals	19	0	10
Other Short Term Liabilities	19	0	10
Income Tax Payables	5	0	0
Total Current Liabilities	24	0	10
Shareholders' Equity and Liabilities	2.493	0	2.051

*Profit and Loss - Full details
January 2015 compared to budget and previous year
in K EUR*

	Actual 2015 - ytd	Actual 2015 Jan - ytd	Actual 2015 Jan - ytd	Budget 2015 - ytd	Budget 2015 Jan- Ytd	Budget 2015 Jan - ytd
Gross Sales 3 rd Pty	0	0	0	0	0	0
Non-Cash Rebates (-)	0	0	0	0	0	0
Other rebates and sales adjustment	0	0	0	0	0	0
Printing & embroidering revenues	0	0	0	0	0	0
Sales 3 rd Pty - Sundries	0	0	0	0	0	0
Sales of services	0	0	0	0	0	0
Net Sales 3 rd Party	0	0	0	0	0	0
Cost of Goods Sold - 3 rd Party of which	0	0	0	0	0	0
Printing & embroidering charges	0	0	0	0	0	0
Other COGs	0	0	0	0	0	0
Commercial Gross profit 3 rd Party	0	0	0	0	0	0
As a % of 3 rd party sales	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!
Intercompany Sales	0	0	0	0	0	0
Cost of Goods Sold - Interco	0	0	0	0	0	0
Interco Gross profit	0	0	0	0	0	0
As a % of Intercompany sales	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!
Freight in adjustments	(0)	(0)	(0)	(0)	(0)	(0)
Variances on standard costpr	(0)	(0)	(0)	(0)	(0)	(0)
Stock count differences	(0)	(0)	(0)	(0)	(0)	(0)
Customer claims	(0)	(0)	(0)	(0)	(0)	(0)
Discounts received from suppliers	(0)	(0)	(0)	(0)	(0)	(0)
Provision for service and guarante	(0)	(0)	(0)	(0)	(0)	(0)
Gain (-) or loss on exchange	(0)	(0)	(0)	(0)	(0)	(0)
Other cost price adjustments	(0)	(0)	(0)	(0)	(0)	(0)
Gross Profit adjustments excl Branle	(0)	(0)	(0)	(0)	(0)	(0)
Prov for obsolete stocks - accrual	(0)	(0)	(0)	(0)	(0)	(0)
Prov for obsolete stocks - release	(0)	(0)	(0)	(0)	(0)	(0)
Branle claims (for PFCI units only)	(0)	(0)	(0)	(0)	(0)	(0)
Branle	(0)	(0)	(0)	(0)	(0)	(0)
Total Gross Profit	0	0	0	0	0	0
	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!
Fixed staff exp incl charges	0	0	0	0	0	0
Staff commissions Incl charge	0	0	0	0	0	0
Capitalized staff expenses (-)	0	0	0	0	0	0
Temps and trainees	0	0	0	0	0	0
Other staff expenses	0	0	0	0	0	0
Pensions expenses	0	0	0	0	0	0
Staff Expenses	0	0	0	0	0	0
Office lease costs	0	0	0	0	0	0

Office Building maintenance	0	0	0	0	0	0
Warehouse lease costs	0	0	0	0	0	0
Warehouse Building maintenance	0	0	0	0	0	0
Utilities (water, gaz, electricity)	0	0	0	0	0	0
Communication	0	0	0	0	0	0
Sub-contracted logistics	0	0	0	0	0	0
O... Accommodation Costs	0	0	0	0	0	0
Accommodation	0	0	0	0	0	0
Advert - General	0	0	0	0	0	0
Advert - Fairs & exhibitions	0	0	0	0	0	0
Advert - Samples	0	0	0	0	0	0
Advert - Catalogues	0	0	0	0	0	0
Advertising, promotions & incentiv	0	0	0	0	0	0
Travel & entertainment (Selling Exp)	0	0	0	0	0	0
Commissions to outside reps	0	0	0	0	0	0
After-sales service	0	0	0	0	0	0
Bad debts - Accruals	0	0	0	0	0	0
Bad debts - Releases	0	0	0	0	0	0
Bad debts - Utilization	0	0	0	0	0	0
Bad debts	0	0	0	0	0	0
Credit Risk Cost	0	0	0	0	0	0
Factoring expenses	0	0	0	0	0	0
Factoring expenses	0	0	0	0	0	0
Other Selling Expenses	0	0	0	0	0	0
Selling Expenses	0	0	0	0	0	0
Freight out costs	0	0	0	0	0	0
Freight out revenues	0	0	0	0	0	0
Insurance (merchandise)	0	0	0	0	0	0
Packing materials & warehouse	0	0	0	0	0	0
Warehouse equipment ease costs	0	0	0	0	0	0
Warehouse equipment maintenance	0	0	0	0	0	0
Travel & Entertainment (Ship & W. Exp)	0	0	0	0	0	0
Other Shipping & Warehouse expenses	0	0	0	0	0	0
Shipping & Warehouse Expenses	0	0	0	0	0	0
Consul. Fees Statutory auditors	0	1	1	0	1	1
Consul. Fees Other auditors	0	0	0	0	0	0
Consul. Fees Tax consulting	0	0	0	0	0	0
Consul. Fees Legal consulting	0	0	0	0	0	0
Other consultancy fees	0	0	0	0	0	0
Consultancy fees	0	1	1	0	1	1
Travel & entertainment (G&A)	0	0	0	0	0	0
Insurance (not merchandise related)	0	0	0	0	0	0
Office supplies & stationery	0	0	0	0	0	0
Other G&A Expenses	0	0	0	0	0	0
General & Administrative Expenses	0	1	1	0	1	1
Hardware & Software Maintenance Co	0	0	0	0	0	0
Hardware & Software Lease Costs	0	0	0	0	0	0
Communication Lines Expenses	0	0	0	0	0	0
Travel & Entertainment (TT)	0	0	0	0	0	0
Other IT Expenses	0	0	0	0	0	0
IT Expenses	0	0	0	0	0	0
Mgmt. Fees expense Zippo UK	0	0	0	0	0	0
Mgmt. Fees expense	0	0	0	0	0	0
Mgmt. Fees Income	0	0	0	0	0	0
Management fees	0	0	0	0	0	0

Intracompany expense PF Concept	0	0	0	0	0	0
Intercompany expense PF Basic 2	0	0	0	0	0	0
Intercompany Income PF Basic 2	0	0	0	0	0	0
Total Operating Expenses	0	1	1	0	1	1
EBITDA	0	(1)	(1)	0	(1)	(1)
	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!
Depr. Land & Buildings	0	0	0	0	0	0
Depr. Equipment	0	0	0	0	0	0
Depr. Decorating & Processing equipment	0	0	0	0	0	0
Depr Computer Hardware	0	0	0	0	0	0
Depr Other Tangible Fixed Assets	0	0	0	0	0	0
Tangible Fixed Assets Depreciation	0	0	0	0	0	0
Depr Licenses	0	0	0	0	0	0
Depr Software & Projects	0	0	0	0	0	0
Intangible Fixed Assets Depreciation	0	0	0	0	0	0
Operational EBIT	0	(1)	(1)	0	(1)	(1)
Tradenames Impairment	0	0	0	0	0	0
Customer relationship depreation	0	0	0	0	0	0
Goodwill Impairment	0	0	0	0	0	0
Total Impairment Loss	0	0	0	0	0	0
EBIT	0	(1)	(1)	0	(1)	(1)
Interest Income Interco	0	0	0	0	0	0
Interest Expense Shareholders' Loan	0	0	0	0	0	0
Interest Expense Interco	0	0	0	0	0	0
Interests on A,B & C / Acq Fa	0	0	0	0	0	0
Interests on Mezzanine Loan	0	0	0	0	0	0
Interests on WCL	0	0	0	0	0	0
Interests on Overdrafts	0	0	0	0	0	0
CAP/SWAP	0	0	0	0	0	0
Interest expense 3 rd pty (cash) - Other	0	0	0	0	0	0
Interest expense 3 rd pty (cash)	0	0	0	0	0	0
Factoring financing fees	0	0	0	0	0	0
Factoring interest	0	0	0	0	0	0
Interest Income 3 rd Party	0	0	0	0	0	0
Total Net Interest	0	0	0	0	0	0
LBO related Bank Charges	0	0	0	0	0	0
Non LBO Bank Charges	0	0	0	0	0	0
Bank Charges	0	0	0	0	0	0
Amortization of financing fees	0	0	0	0	0	0
G ...ss on exchange	0	0	0	0	0	0
To Financial Expenses	0	0	0	0	0	0
Profit Before Tax and Min. Interest	0	(1)	(1)	0	(1)	(1)
Deferred Income Tax	0	0	0	0	0	0
Corporate Income Tax	0	0	0	0	0	0
Total Income Tax	0	0	0	0	0	0
Ordinary Profit After Tax	0	(1)	(1)	0	(1)	(1)
Tax on extra-ordinary result	0	0	0	0	0	0
Extra-ordinary result	0	0	0	0	0	0
Extra-ordinary result net of tax	0	0	0	0	0	0
Profit After Tax	0	(1)	(1)	0	(1)	(1)
				Actual	Actual	Actual
				2014	2014	2014
				- ytd	Jan - ytd	Jan - ytd
Gross Sales 3 rd Pty				0	0	0

Non-Cash Rebates (-)	0	0	0
Other rebates and sales adjustment	0	0	0
Printing & embroidering revenues	0	0	0
Sales 3 rd Pty - Sundries	0	0	0
Sales of services	0	0	0
Net Sales 3 rd Party	0	0	0
Cost of Goods Sold - 3 rd Party of which	0	0	0
Printing & embroidering charges	0	0	0
Other COGs	0	0	0
Commercial Gross profit 3 rd Party	0	0	0
As a % of 3 rd party sales	#DIV/01	#DIV/01	#DIV/01
Intercompany Sales	0	0	0
Cost of Goods Sold - Interco	0	0	0
Interco Gross profit	0	0	0
As a % of Intercompany sales	#DIV/01	#DIV/01	#DIV/01
Freight in adjustments	(0)	0	(0)
Contingencies on standard costpr	(0)	0	(0)
Stock count differences	(0)	0	(0)
Customer claims	(0)	0	(0)
Discounts received from suppliers	(0)	0	(0)
Provision for service and guarante	(0)	0	(0)
Gain (-) or loss on exchange	(0)	0	(0)
Other cost price adjustments	(0)	0	(0)
Gross Profit adjustments excl Branle	(0)	(0)	(0)
Prov for obsolete stocks - accrual	(0)	0	(0)
Prov for obsolete stocks - release	(0)	0	(0)
Branle claims (for PFCI units only)	(0)	0	(0)
Branle	(0)	(0)	(0)
Total Gross Profit	0	0	0
	#DIV/01	#DIV/01	#DIV/01
Fixed staff exp incl charges	0	0	0
Staff commissions Incl charge	0	0	0
Capitalized staff expenses (-)	0	0	0
Temps and trainees	0	0	0
Other staff expenses	0	0	0
Pensions expenses	0	0	0
Staff Expenses	0	0	0
Office lease costs	0	0	0
Office Building maintenance	0	0	0
Warehouse lease costs	0	0	0
Warehouse Building maintenance	0	0	0
Utilities (water, gaz, electricity)	0	0	0
Communication	0	0	0
Sub-contracted logistics	0	0	0
Other Accommodation Costs	0	0	0
Accommodation	0	0	0
Advert - General	0	0	0
Advert - Fairs & exhibitions	0	0	0
Advert - Samples	0	0	0
Advert - Catalogues	0	0	0
Advertising, promotions & incentiv	0	0	0
Travel & entertainment (Selling Exp)	0	0	0
Commissions to outside reps	0	0	0
After-sales service	0	0	0

Bad debts - Accruals	0	0	0
Bad debts - Releases	0	0	0
Bad debts - Utilization	0	0	0
Bad debts	0	0	0
Credit Risk Cost	0	0	0
Factoring expenses	0	0	0
Factoring expenses	0	0	0
Other Selling Expenses	0	0	0
Selling Expenses	0	0	0
Freight out costs	0	0	0
Freight out revenues	0	0	0
Insurance (merchandise)	0	0	0
Packing materials & warehouse	0	0	0
Warehouse equipment ease costs	0	0	0
Warehouse equipment maintenance	0	0	0
Travel & Entertainment (Ship & W. Exp)	0	0	0
Other Shipping & Warehouse expenses	0	0	0
Shipping & Warehouse Expenses	0	0	0
Consul. Fees Statutory auditors	0	1	1
Consul. Fees Other auditors	0	0	0
Consul. Fees Tax consulting	0	0	0
Consul. Fees Legal consulting	0	0	0
Other consultancy fees	0	1	1
Consultancy fees	0	0	0
Travel & entertainment (G&A)	0	0	0
Insurance (not merchandise related)	0	0	0
Office supplies & stationery	0	0	0
Other G&A Expenses	0	0	0
General & Administrative Expenses	0	1	1
Hardware & Software Maintenance Co	0	0	0
Hardware & Software Lease Costs	0	0	0
Communication Lines Expenses	0	0	0
Travel & Entertainment (TT)	0	0	0
Other IT Expenses	0	0	0
IT Expenses	0	0	0
Mgmt. Fees expense Zippo UK	0	0	0
Mgmt. Fees expense	0	0	0
Mgmt. Fees Income	0	0	0
Management fees	0	0	0
Intracompany expense PF Concept	0	0	0
Intercompany expense PF Basic 2	0	0	0
Intercompany Income PF Basic 2	0	0	0
Total Operating Expenses	0	1	1
EBITDA	0	(1)	(1)
	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!
Depr. Land & Buildings	0	0	0
Depr. Equipment	0	0	0
Depr. Decorating & Processing equipment	0	0	0
Depr. Computer Hardware	0	0	0
Depr. Other Tangible Fixed Assets	0	0	0
Tangible Fixed Assets Depreciation	0	0	0
Depr. Licenses	0	0	0
... Software & Projects	0	0	0
Intangible Fixed Assets Depreciation	0	0	0
Operational EBIT	0	(1)	(1)

Tradenames Impairment	0	0	0
Customer relationship depreddation	0	0	0
Goodwill Impairment	0	0	0
Total Impairment Loss	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>
EBIT	0	(1)	(1)
Interest Income Interco	0	0	0
Interest Expense Shareholders' Loan	0	0	0
Interest Expense Interco	0	0	0
Interests on A,B & C / Acq Fa	0	0	0
Interests on Mezzanine Loan	0	0	0
Interests on WCL	0	0	0
Interests on Overdrafts	0	0	0
CAP/SWAP	0	0	0
Interest expense 3 rd pty (cash) - Other	0	0	0
Interest expense 3 rd pty (cash)	0	0	0
Factoring financing fees	0	0	0
Factoring interest	0	0	0
Interest Income 3 rd Party	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>
Total Net Interest	0	0	0
LBO related Bank Charges	0	0	0
Non LBO Bank Charges	0	0	0
Bank Charges	0	0	0
Amortization of financing fees	0	0	0
Ges on exchange	0	0	0
To Financial Expenses	0	0	0
Profit Before Tax and Min. Interest	0	(1)	(1)
Deferred Income Tax	0	0	0
Corporate Income Tax	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>
Total Income Tax	0	0	0
Ordinary Profit After Tax	0	(1)	(1)
Tax on extra-ordinary result	0	0	0
Extra-ordinary result	0	0	0
Extra-ordinary result net of tax	0	0	0
Profit After Tax	0	(1)	(1)

Référence de publication: 2015126251/1343.

(150138303) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2015.

Société Financière d'Octobre S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F.Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 35.865.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire qui s'est tenue le 12 juin 2015 à 10.00 heures à Luxembourg

- L'Assemblée Générale Ordinaire décide à l'unanimité de renouveler les mandats d'Administrateurs de Madame Monique HANSSSENS, de Monsieur Koen LOZIE et de JALYNE S.A. (dont le siège social est situé 44, avenue JF Kennedy 1855 Luxembourg) représenté par Monsieur Jacques BONNIER(demeurant 44, avenue JF Kennedy 1855 Luxembourg).

- L'Assemblée Générale Ordinaire décide à l'unanimité de renouveler le mandat de Commissaire aux comptes de Monsieur Pierre SCHILL, aux mêmes conditions que les années antérieures.

- Les mandats des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes viendront à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire approuvant les comptes au 31 décembre 2015.

Pour copie conforme

Référence de publication: 2015089192/16.

(150101955) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2015.